

Numéro 60 - 26 septembre 2020

**Le discours du Trône du gouvernement Trudeau**  
**Une prise de contrôle fédérale des autorités provinciales pour mieux servir les intérêts privés étroits de l'impérialisme américain**



- «Rebâtir en mieux» – le socialisme pour les riches
- Une opposition officielle pitoyable

**Colombie-Britannique**

- Les Britanno-Colombiens sont exclus de la décision de déclencher les élections  
- Peter Ewart -
- Résistance grandissante à la détérioration des conditions de vie et de la condition sociale
- Le mouvement du quartier Strathcona prend la parole

**La revendication d'un programme de régularisation complet pour les travailleurs migrants et les réfugiés**

- La marche de Montréal fait ressortir l'ampleur des violations des droits humains au Canada  
- Diane Johnston -

## **Une deuxième phase de la pandémie de la COVID**

- **L'activation du facteur humain est la clé pour apporter des solutions**  
**- Steve Rutchinski -**

## **Le rapport de la «Mission d'établissement des faits» de l'ONU au Venezuela**

- **Lorsque l'élite en remet sur le Venezuela**  
**- Pedro Santander -**
- **Les États-Unis à la croisée des chemins au Venezuela**  
**- Luis Beaton -**
- **Décryptage du rapport de la mission de l'ONU sur le Venezuela**  
**- Mision Verdad -**

## **La revendication se fait de plus en plus entendre aux États-Unis: les crimes de la police doivent cesser!**

- **Le mouvement de résistance rejette le refus d'inculper les responsables  
de la mort de Breonna Taylor**  
**- Kathleen Chandler -**
- **Des millions de personnes envoient une pétition au gouverneur du  
Kentucky réclamant justice pour Breonna Taylor**
  - **Des actions partout au pays**

---

## **Le discours du Trône du gouvernement Trudeau**

# **Une prise de contrôle fédérale des autorités provinciales pour mieux servir les intérêts privés étroits de l'impérialisme américain**

Avec sa pléthore de mots, le discours du Trône du gouvernement Trudeau, encensé comme une nouvelle orientation pour le Canada, est en fait un pas de plus vers le démantèlement des arrangements constitutionnels sur le partage des pouvoirs en faveur d'intérêts privés étroits. Ce n'est pas une surprise, car la restructuration de l'État est au cœur de l'offensive antisociale néolibérale. Les mesures proposées révèlent sans le vouloir ce que les intérêts privés étroits qui dirigent la main invisible de l'État appellent le « nouveau ». Sous couvert de fournir une sorte d'accès plus large à des programmes sociaux, comme les soins de santé, les garderies, le logement et des refuges pour les personnes en situation d'itinérance, les femmes victimes de violence et les travailleurs migrants, des mesures sont mises en place pour élargir les pouvoirs du fédéral dans des domaines de compétence provinciale afin de les ouvrir aux forces du marché mondial les plus puissantes et de retirer tout obstacle à leurs desseins.

Le discours du Trône invoque de grands idéaux pour s'immiscer directement dans la prestation de programmes sociaux de divers types, par une manoeuvre à la dérobée, pour dissimuler que le gouvernement fédéral ouvre la porte à la restructuration des arrangements de partage des pouvoirs de l'État canadien, pour laisser le champ libre aux oligarques les plus puissants du monde. Cela

montre encore une fois que l'offensive antisociale n'est pas une affaire de mauvaise politique ou de mauvais politiciens, elle sert à restructurer l'État selon les intérêts des oligarques impérialistes les plus puissants. Les luttes intestines qui font rage aux États-Unis pour savoir qui accaparera la présidence jouent également ici au Canada. Dans une société dont l'économie fonctionne sur la base de payer les riches, les gagnants sont les oligarques impérialistes qui s'assurent que le gros du butin s'achemine dans leurs poches grâce à la restructuration de l'État en fonction de leurs intérêts.

Des décennies de mesures néolibérales n'ont pas réussi à sortir les riches de la crise qui accompagne inévitablement leur système, une crise qui a été exacerbée par la pandémie de la COVID-19. Ce que propose le discours du Trône, une fois qu'on a écarté toutes fausses prétentions au sujet des dépenses consacrées aux programmes sociaux, ce sont des mesures qui garantiront que, même au milieu d'une crise mondiale et d'un ralentissement de l'économie mondiale, les oligarques financiers réaliseront d'énormes profits en finançant toutes les dépenses sur une base privée. Il ne s'agit pas d'investissements sociaux qui ouvriront la voie à une nouvelle direction pour l'économie.



La crise dans laquelle le Canada est embourbé, qui est exacerbée par la pandémie de la COVID-19, est le résultat de 35 ans de libre-échange néolibéral et de près de 30 ans d'application des mesures comprises dans la déclaration de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui a imposé que tous les pays doivent avoir une économie de marché, un système électoral multipartite et des droits de la personne. L'OCDE se présente comme « une organisation internationale qui oeuvre pour la mise en place de politiques meilleures pour une vie meilleure » et ses valeurs impérialistes anglo-américaines racistes sont toujours présentées comme étant supérieures à toutes autres. Les mêmes intérêts privés exigent maintenant une nouvelle phase de restructuration de l'État pour satisfaire leur volonté de domination des marchés mondiaux, des sources de matières premières, de la main-d'oeuvre bon marché et des sphères d'intérêt dans une lutte qui devient de plus en plus féroce à l'échelle mondiale. Au nom de grands idéaux, l'économie canadienne est intégrée à l'économie de guerre de l'impérialisme américain et les contradictions qui secouent les États-Unis se répercutent également au Canada.

Aussi insensé que cela puisse paraître à entendre la pléthore de mots du discours du Trône, le fait est que le néolibéralisme, avec ses attaques antisociales contre les programmes sociaux, ses privatisations, ses emprunts publics auprès des prêteurs privés, ses stratagèmes pour payer les riches et ses guerres sans fin, a embourbé le Canada, les États-Unis et les autres pays qui composent le système impérialiste des États dans des crises récurrentes dont celle en cours est la pire depuis des décennies. Les oligarques mondiaux, qui contrôlent l'économie et les gouvernements impérialistes, ne se préoccupent que de sauver la situation dans leurs propres intérêts et d'empêcher les travailleurs de prendre le contrôle de leur vie et de leurs affaires politiques. La désinformation du type que l'on retrouve dans le discours du Trône, qui cherche à donner un visage humain au néolibéralisme, vise à assurer que les gens ne discutent pas de comment donner une nouvelle direction et un nouveau but à l'économie qui soient prosociaux.

Avec la concentration énorme des richesses dans un nombre réduit de mains et les sommes énormes nécessaires aux grands projets, les riches oligarques et leurs représentants politiques ont parfaitement compris depuis longtemps que les investissements privés ne peuvent à eux seuls sauver les oligopoles de la crise. Les cartels et les coalitions que les oligarchies créent pour politiser les intérêts privés exigent que la porte soit grande ouverte à la canalisation des fonds des impôts et des emprunts vers les stratagèmes pour payer les riches afin d'accroître leur richesse. La concurrence pour le contrôle de ces fonds est féroce. Le discours du Trône est un document qui montre les arrangements de l'État que les oligarques mettent en place pour faciliter leur contrôle des

grands projets publics/privés. Les mesures prises pour accorder un certain pouvoir d'achat aux nombreuses personnes qui ont perdu leurs moyens de subsistance mettent ces sommes au service des objectifs privés étroits des oligarques. Cela n'a rien à voir avec fournir à la population les programmes sociaux dont elle a besoin, sans parler de l'édification de la nation.

Pourquoi le Canada n'a-t-il pas un système bancaire public qui place le contrôle de l'émission de la nouvelle monnaie entre les mains d'une autorité publique et non des oligarques bancaires privés ? Pourquoi une économie moderne devrait-elle emprunter auprès de prêteurs privés alors qu'elle a la capacité d'emprunter à elle-même et d'investir en elle-même avec comme garantie l'augmentation de la production des entreprises publiques ?

Le contrôle public du système bancaire est nécessaire, car il est présentement utilisé pour canaliser des fonds pour rattraper des intérêts privés des conséquences de la crise tandis que la grande majorité de la population est laissée à elle-même, avec quelques maigres programmes qui sont insuffisants pour maintenir des conditions de travail et un niveau de vie décent.

Le Canada doit avoir un système bancaire public, cesser d'emprunter auprès de prêteurs privés et, de plus, imposer un moratoire sur le service de la dette publique actuelle envers les intérêts privés.

Le degré de parasitisme de l'oligarchie financière montre que la classe ouvrière est la seule force sociale capable de mobiliser le facteur humain/conscience sociale pour utiliser l'énorme capacité de la production de masse moderne afin de relever les défis de l'époque pour que des événements comme la pandémie, les crises économiques récurrentes et les destructions que la recherche du profit privé a imposées à la Terre Mère n'engloutissent pas l'humanité. Seule la classe ouvrière peut réorganiser les arrangements de l'État et mettre en place des gouvernements dont le but est d'assumer leurs responsabilités sociales envers le peuple et l'environnement naturel et social.

Les cris de protestation des premiers ministres et des chefs des partis cartellisés qui siègent au parlement en réponse au discours du Trône doivent être vus dans le contexte de la soif de pouvoir et du grand coup de force que les intérêts privés étroits sont présentement en train d'exécuter. Les tentatives des autorités fédérales de s'approprier les compétences du Québec et des provinces s'inscrivent dans ce contexte.

Enfin, le programme proposé dans le discours du Trône concorde avec les exigences des intérêts privés étroits qui soutiennent la candidature de Joe Biden à la présidence des États-Unis. Dans le courant de la semaine qui vient, *LML* abordera les questions liées au secteur bancaire de l'économie et les prochains numéros traiteront des intérêts privés étroits que se disputent la présidence des États-Unis dans l'élection de novembre.

---

## **«Rebâtir en mieux» - le socialisme pour les riches**

Le discours du Trône et le programme de payer les riches du gouvernement Trudeau montrent à quel point la situation est devenue absurde. Qui aurait pensé que le gouvernement paierait la majeure partie des salaires des travailleurs des entreprises privées<sup>[1]</sup> ? Quand le gouvernement Trudeau déclare que « l'heure n'est pas à l'austérité », il le démontre aussitôt en ouvrant encore plus grandes les écluses des stratagèmes pour payer les riches et de l'emprunt sans limites auprès des prêteurs privés<sup>[2]</sup>.

Dans son adresse à la nation le soir du 23 septembre, le premier ministre a introduit l'idée d'un pacte entre le gouvernement et le peuple, comme si le contrat social pouvait être remplacé par un « nouveau pacte » sans que personne en décide. « Il existe un pacte entre le gouvernement et la population qui l'a élu pour la servir, dit-il. Vous devez savoir que vous pouvez compter sur nous

tout comme vous pouvez compter les uns sur les autres. »

Parler d'un « pacte » entre le gouvernement et le peuple d'une manière aussi désinvolte montre l'arrogance du gouvernement Trudeau et son manque d'égards pour les Canadiens. Le « pacte » de Trudeau est une variante de sa devise « nous sommes tous ensemble dans le même bateau », en laquelle personne ne croit sauf peut-être les apologistes des stratagèmes pour payer les riches et des institutions échues de la démocratie libérale[3].

Le discours du Trône explique :

« L'heure n'est pas à l'austérité. Le Canada est entré dans cette crise en meilleure position financière que ses pairs. Et le gouvernement met à profit sa capacité financière pour investir dans des initiatives comme la Prestation canadienne d'urgence et la Subvention salariale d'urgence du Canada et ainsi apporter aux Canadiens, aux entreprises et à l'ensemble de notre économie le soutien nécessaire pour traverser la tempête. Les Canadiens ne devraient pas avoir à choisir entre leur santé et leur travail, tout comme ils ne devraient pas avoir à s'endetter alors que leur gouvernement peut mieux les soutenir. [...] Ce gouvernement préservera les avantages fiscaux du Canada et restera guidé par les valeurs de la viabilité et de la prudence. [...]



« Étant donné les faibles taux d'intérêt, les banques centrales ne peuvent pas en faire davantage pour aider. Il existe un consensus mondial sur le fait que les gouvernements doivent en faire plus. Les gouvernements peuvent y arriver en conservant le faible coût des emprunts pour les décennies à venir. Ce gouvernement préservera les avantages fiscaux du Canada et restera guidé par les valeurs de la viabilité et de la prudence. »

L'autre mantra pour justifier l'économie qui paie les riches comme seule option pour faire face à la pandémie, « redémarrer » l'économie et « rebâtir en mieux » est l'encensement de la soi-disant classe moyenne.

Dans son discours du Trône, le gouvernement affirme :

« Le troisième pilier consiste à rebâtir en mieux afin de créer un Canada plus fort et plus résilient. Pour ce faire, nous devons continuer à renforcer la classe moyenne et aider les personnes qui travaillent fort pour en faire partie, et continuer à créer des emplois et à mettre en place une compétitivité à long terme fondée sur une croissance propre. Nous devons également bâtir des communautés plus sécuritaires pour tout le monde. »

Le discours libéral sur la lutte contre les inégalités et le renforcement de la classe moyenne sert à tromper les travailleurs en leur faisant croire que dans ce système néolibéral, il est possible d'avoir entre nous tous un nouveau contrat social si les travailleurs renoncent à leurs préoccupations et cessent de lutter pour leurs droits, pour une nouvelle direction de l'économie, pour faire du Canada une zone de paix et pour humaniser l'environnement naturel et social. La définition de cette « classe moyenne » reste nébuleuse, mais on nous laisse généralement entendre qu'il s'agit d'une couche de personnes en difficulté vivant au-dessus de la « classe ouvrière », qui font partie d'une espèce en

ascension vers une condition meilleure et dont les libéraux ont besoin plus que jamais.

Le discours du Trône prétend proposer une sorte de projet d'édification nationale basé sur le développement de technologies dites propres. Il dit :

« Du nickel au cuivre, le Canada dispose des ressources nécessaires à ces technologies propres. Ces ressources, jumelées à l'expertise canadienne, représentent l'avantage concurrentiel du Canada. »

Cela signifie mettre toutes ces ressources et l'expertise du pays à la disposition des oligopoles. C'est ce qu'on appelle « rebâtir en mieux » et assurer l'avantage concurrentiel du Canada – un slogan à la mode tiré du lexique des agences de marketing. Il est totalement incohérent pour le commun des mortels, mais il suffit de savoir qu'être concurrentiel est « une bonne chose », que c'est désirable, que tout doit être fait pour maintenir l'avantage concurrentiel.

Dans son allocution après le discours du Trône, le premier ministre décrit plus précisément le socialisme pour les riches que son gouvernement veut mettre en place :



« Votre employeur a peut-être été en mesure de vous garder au travail ou de vous réembaucher parce que la Subvention salariale d'urgence du Canada l'a aidé à verser votre salaire. Les gens ont encore besoin de ce programme, alors on le prolonge jusqu'à l'été prochain. Ou encore, vous êtes peut-être un propriétaire d'entreprise qui a besoin d'une aide supplémentaire jusqu'à ce que la situation s'améliore. Pour vous, entre autres mesures, on bonifie le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. »

Un gros merci de la part des oligarques qui contrôlent le Silver Hotel Group, qui possède 20 hôtels au Canada, dont Hilton, Delta et Novotel

dans toutes les grandes villes. Les exploitants d'hôtels sont parmi les plus grands abuseurs de la classe ouvrière canadienne. Deepak Ruparell, président de Silver Hotel Group, a dit à propos de l'extension du programme de subventions salariales : « C'est un grand soulagement parce que cela signifie que nous pouvons continuer de fonctionner. Sans cela, nous envisagerions de licencier plus de personnes et de fermer les portes. »

Quand il s'engage à payer les riches avec le slogan « rebâtir en mieux », le gouvernement Trudeau ne veut pas dire en mieux pour les Canadiens, il ne veut pas dire mettre l'économie sous leur contrôle, mais faire en mieux pour les oligarques mondiaux, les oligopoles et leurs cartels et coalitions qui parcourent la planète pour devenir plus riches et plus puissants et pour empêcher la classe ouvrière de s'organiser pour changer la situation en sa faveur.

« Rebâtir en mieux » signifie que des montagnes d'argent public seront versées aux oligarques mondiaux de l'automobile pour leur permettre de rééquiper leurs usines pour produire des véhicules électriques. Cet argent public a d'ailleurs déjà commencé à couler : quelques jours à peine avant le discours du Trône, le gouvernement a promis un demi-milliard de dollars à la compagnie Ford du Canada.

« Rebâtir en mieux » signale que de vastes sommes d'argent public iront aux grandes entreprises de la construction pour construire des infrastructures et des maisons « vertes » et pour rénover des bâtiments et des quartiers entiers. L'argent public est garanti pour rendre les riches mondiaux plus riches et plus puissants.

Le discours du Trône veut « aider plus de femmes à retourner sur le marché du travail » grâce à un système national de garderies promis depuis longtemps. Cela apaise les craintes dans le monde des affaires au sujet de la réduction du marché du travail actif à cause de la crise, ce qui entraînerait une pression sur les entreprises pour qu'elles répondent aux réclamations de la classe ouvrière à la valeur qu'elle produit.

Le gouvernement s'engage à mettre de l'argent public à la disposition de l'industrie du transport aérien, les autres entreprises présentes dans le transport, du tourisme et du secteur de la vente au détail et, bien sûr, de l'industrie pharmaceutique mondiale contrôlée par les impérialistes américains. Le gouvernement Trudeau tente de se faire passer pour un sauveur en promettant des millions de dollars pour l'achat de vaccins à tel ou tel géant pharmaceutique mondial sans qu'on se demande pourquoi le Canada n'a pas lui-même la capacité de produire un vaccin contre la COVID-19 et d'autres médicaments modernes. La petite île indépendante de Cuba teste déjà avec succès son propre vaccin contre la COVID-19.

Le discours de l'époque Reagan et Thatcher sur la force de la libre entreprise, la compétitivité sur le marché mondial, la volonté et la concurrence des entrepreneurs pour devenir riches sur le dos des travailleurs et la nature comme garantie de prospérité a maintenant été remplacé par des appels directs à l'intervention de l'État pour payer les riches.

L'économie socialisée a besoin de coopération pour l'avantage réciproque de toutes ses composantes et tous ses secteurs. Ses échecs montrent le besoin d'une nouvelle direction qui résoudra la crise en faveur du peuple.

## Notes

1. Le projet de loi C-2 déposé le 24 septembre prévoit que les chômeurs et les travailleurs sous-employés, mais pas les monopoles qui reçoivent de l'argent pour payer leurs travailleurs, vont devoir rembourser 50 cents sur le dollar de tout ce qui dépasse 38 000 \$ par année pour les années fiscales 2020 et 2021.

2. Les Canadiens ont connu des dépenses déficitaires, justifiées par l'affirmation qu'il y aura des « retombées économiques », mais il n'y en a pas eu. Ils ont également fait l'expérience de l'austérité comme moyen pour les oligarques financiers et les impérialistes d'empocher des sommes énormes au moyen de partenariats public-privé, de privatisations, etc. Les résultats sont évidents pendant la pandémie. Aujourd'hui, à un moment où la contraction de l'économie rend de nombreuses sphères d'activité économique non rentables pour les riches, ils ont besoin de ce type d'intervention de l'État pour créer des opportunités de faire des coups d'argent à nouveau. La preuve que le capitalisme fonctionne est que cela fonctionne ! Cela n'a rien à voir avec le bien-être du peuple.

3. La pandémie a clairement montré que ce sont des phrases creuses. Ce sont les travailleurs pauvres, les travailleurs issus de minorités nationales et les femmes qui sont les plus exposés au danger de la COVID-19. Et maintenant, avec une deuxième vague en cours, sans répit en vue pour les travailleuses et travailleurs en soins de première ligne six mois après le début de la pandémie, les écoles ont rouvert sans que des mesures adéquates aient été prises pour assurer la distanciation physique des élèves avec d'autres précautions nécessaires. Le « pacte » entre le gouvernement et le peuple ne veut pas dire la même chose pour tout le monde.

*(Photos: LML, Unite Here 40)*

---

## Une opposition officielle pitoyable

Le système des partis cartellisés est un véhicule de désinformation impérialiste. Cette falsification

est basée sur la fausse prémisse que les travailleurs sont représentés par des institutions représentatives de la démocratie libérale, maintenant désuètes, et les accords de partage de pouvoirs qui ont constitué le Canada en 1867, désuets également malgré les amendements apportés au fil des décennies, dont le rapatriement de la Constitution en 1982, pour établir ce qu'on appelle des « limites raisonnables ». Les porte-paroles des partis cartellisés sont tellement aveuglés par leur propre ignorance et leur refus de faire face à la réalité d'une économie échouée, avec ses crises récurrentes, qu'ils ne peuvent rien faire d'autre que de poursuivre les querelles partisans dogmatiques sur des accords de partage de pouvoirs qui n'existent plus. Les partis d'opposition sont réduits à dire que leurs stratagèmes pour payer les riches sont meilleurs que ceux des libéraux. « Faites-nous confiance, disent-ils à l'unisson. Ne faites pas confiance à vos sens et à votre expérience. »

Après le discours du Trône, les partis d'opposition ont dénoncé divers éléments du plan du gouvernement. Le chef du Parti conservateur s'est plaint entre autres que le discours ne s'adresse pas à l'aliénation des provinces de l'Ouest, le chef du NPD a déploré qu'il n'y ait que des mots et pas de promesses concrètes, disant qu'un projet de loi prévoyant des congés de maladie payés est le minimum qu'il demande, et le premier ministre du Québec et chef du Bloc québécois se sont indignés qu'on foule aux pieds encore une fois les compétences du Québec, alors que ce sont les compétences de toutes les provinces qui sont attaquées.

Le gouvernement libéral présente un plan pour s'emparer directement des compétences provinciales. Par exemple, on lit dans le discours du Trône : « Le gouvernement travaillera avec le Parlement pour apporter des modifications au Code criminel afin de sanctionner de manière claire les personnes qui négligent et mettent en danger les aînés dont ils prennent soin. » Le gouvernement libéral tente d'exploiter la profonde colère ressentie par les Canadiens lorsque plusieurs cas de négligence ayant causé un grand nombre de décès dans des résidences privées ont fait surface et que des familles ont dû poursuivre les propriétaires de résidence pour exiger des comptes tandis que les gouvernements à tous les niveaux refusaient d'agir. Le discours du Trône vise clairement à présenter le gouvernement fédéral comme une sorte de sauveur, au-dessus des gouvernements provinciaux qui, dans le cadre actuel des accords de partage des pouvoirs, sont les détenteurs principaux de la compétence en matière de santé, en montant certains cas en épingle sans vraiment s'attaquer au problème de l'atteinte aux droits humains qui ont lieu le une large échelle.

Le discours du Trône dit que « le gouvernement collaborera avec les provinces et les territoires en vue d'établir de nouvelles normes nationales pour les soins de longue durée », mais ne parle pas de la nécessité de remédier à des décennies de compressions dans la santé dont le gouvernement fédéral est tout aussi responsable que les provinces. La pandémie a révélé la cupidité et la négligence de certaines résidences privées, mais aussi la cruelle négligence des gouvernements dans les établissements publics de soins de longue durée, avec des années de compressions et de privatisation, où le soin de nos aînés est soumis à la réalisation du profit. Ce sont les résultats de l'offensive antisociale approuvée et promue par tous les niveaux de gouvernement. Les travailleurs de la santé ont joué un rôle clé à exposer cette situation scandaleuse et à exiger des comptes des responsables. Plus important encore, la pandémie a mis de l'avant la revendication du *droit de tous les travailleurs à des soins au niveau le plus élevé possible à leur retraite dans une société moderne digne de ce nom*. Cela, le discours du Trône n'en parle pas, même de façon générale.

Les libéraux affirment qu'ils préparent un grand plan pour l'avenir avec ce discours du Trône, mais ils ne voient pas que le principe que la santé est un droit fait partie de l'avenir du Canada. Dans cette nouvelle offensive à grande échelle pour payer les riches, plusieurs gouvernements provinciaux parlent de mettre en place des projets grandioses pour des établissements modernes de soins de longue durée et de recruter des milliers de nouveaux travailleurs de la santé dans les résidences pour personnes âgées, mais tant que l'objectif n'est pas de garantir les droits de tous et toutes et tant que tout sera fait pour faciliter les violations des droits humains, nous n'avons que l'expérience passée pour juger de leurs intentions.

Tandis que les partis de l'opposition et les médias soulèvent que les premiers ministres des provinces exigent une plus grande part du transfert fédéral en matière de santé, le véritable différend concerne l'intention du gouvernement fédéral de mettre en place ses propres stratagèmes pour payer les riches qui menacent le lien direct que les autorités provinciales entretiennent avec l'économie impérialiste américaine.

Par leurs interventions très étroites et partisans destinées à discréditer le Parti libéral, les partis cartellisés dans l'opposition sont incapables de régler aucun des problèmes auxquels sont confrontés le peuple, la société et l'environnement social et naturel.

Rien de tout cela ne vise à créer une autorité publique pour prendre le contrôle des soins de longue durée dans le but de servir nos aînés et de ne pas abuser d'eux et du personnel à des fins privées. Une telle autorité publique doit être tenue responsable de ses actions, à commencer par le traitement moderne du personnel et en veillant à ce que les travailleurs aient leur mot à dire sur leurs conditions de travail, qui sont en dernière analyse les conditions des personnes âgées dont ils s'occupent. Mais les modifications apportées au *Code criminel* ne serviront qu'à éliminer les vérités qui dérangent, et non à rendre les intérêts privés responsables de leur surexploitation et de leur cupidité.

Mais dans leur réponse, les partis d'opposition et les médias n'analysent pas les conséquences des mesures prises pour le Canada, l'économie ou l'environnement naturel et social. Ils sont intimidés par les bravades et la politique de division de Trudeau qui dit : ou bien vous vous rangez de mon côté pour servir les Canadiens, ou bien vous revenez au statu quo. En proposant encore d'autres stratagèmes pour payer les riches, sur une échelle encore plus grande, Trudeau professe précisément le statu quo, le « retour à la normale » que les Canadiens ne veulent pas.

L'entreprise privée s'enorgueillit de la concurrence, de son ingéniosité et de son initiative, mais elle exige des fonds publics pour survivre. Cela aggravera encore plus tous les problèmes auxquels les Canadiens, leur économie et leur société sont confrontés en ce moment. Le discours du Trône et les gesticulations des partis cartellisés représentent un grave danger de régression pour les Canadiens face à la pandémie et à la crise économique. Il est essentiel d'exiger que les gouvernements arrêtent de payer les riches et augmentent le financement des programmes sociaux contrôlés par les travailleurs.

---

## Colombie-Britannique

# Les Britanno-Colombiens sont exclus de la décision de déclencher les élections

- Peter Ewart -

L'essence du système politique des partis cartellisés au Canada est que le peuple est aliéné face à toute prise de décision qui a trait à l'économie, la politique et d'autres questions qui touchent sa vie, mis à part de voter toutes les quelques années. Les partis contrôlent le processus et s'entendent pour empêcher le peuple d'y prendre part. Un exemple flagrant de cela est la récente décision du gouvernement néodémocrate minoritaire de la Colombie-Britannique de déclencher des élections provinciales malgré une opposition quasi universelle.



La répartition actuelle des sièges à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique est la suivante : NPD, 41 sièges ; Libéral, 42 sièges ; Parti vert, deux ; Indépendants, deux ; et un siège vacant. Jusqu'à présent, ce gouvernement minoritaire a été soutenu par l'Accord de soutien et de confiance qui a été négocié entre le NPD et le Parti vert après les élections de 2017. Dans cet accord signé de partage du pouvoir, le NPD a promis d'attendre jusqu'au 16 octobre 2021 avant de tenir une autre élection, ce qui était conforme à la loi de la Colombie-Britannique sur des élections à date fixe.

Cependant, le 21 septembre 2020, le premier ministre néodémocrate John Horgan est revenu sur l'accord et, après avoir obtenu l'approbation de la lieutenante-gouverneure de la province, a fixé les prochaines élections au 24 octobre, un an avant la date convenue précédemment. Dans son annonce, John Horgan a déclaré qu'il avait « hésité » à prendre cette décision, mais la province n'était qu'au début de la pandémie de la COVID-19 et le fait de retarder les élections « créerait de l'incertitude et de l'instabilité au-delà des 12 prochains mois ». Selon lui, le « mépris » et « l'acrimonie » entre les partis l'empêcheraient de faire face à la pandémie. Selon lui, « la meilleure façon d'avancer est de mettre la politique derrière nous ». Tout cela a été dit quelques jours à peine après que le premier ministre eut reconnu qu'au cours des derniers mois, il y avait eu « une coopération extraordinaire entre le ministre de la Santé, Adrian Dix, et les partis d'opposition pour lutter contre la COVID-19 ».

L'annonce de John Horgan a été vivement critiquée par les libéraux et les verts de la Colombie-Britannique, ainsi que par une foule d'analystes des médias et d'observateurs de la scène électorale. Les médias ont également rapporté que des partisans du NPD se sont opposés au déclenchement des élections et que la plupart des membres du parti, à l'exception de quelques hauts cadres, ont été tenus à l'écart des échanges et discussions sur le déclenchement d'une élection.

John Horgan a déclaré que la question décisive pour lui en déclenchant les élections était l'opposition des députés du Parti vert à deux projets de loi du gouvernement présentés l'été dernier. Le premier projet de loi aurait permis la détention à court terme de jeunes qui avaient fait une surdose de drogue, et le second aurait augmenté la quantité d'électricité bon marché que BC Hydro est autorisée à acheter aux États-Unis.

La députée du Parti vert, Sonia Furstenu, qui est devenue chef du parti il y a quelques jours à peine, a exprimé son désaccord avec l'évaluation de John Horgan, faisant remarquer que, depuis le début de la pandémie de la COVID-19 au printemps dernier, il n'y a pas eu d'« instabilité » au sein du gouvernement, mais plutôt « un temps de coopération et de collaboration incroyables pour les gens de la Colombie-Britannique ».

Sonia Furstenu a fait remarquer que le projet de loi qui aurait permis la détention des jeunes après une surdose de drogue avait été largement critiqué, notamment par le coroner en chef, le représentant indépendant des enfants et de la jeunesse et l'Association des libertés civiles de la

Colombie-Britannique. En effet, face à ces critiques, le projet de loi a été retiré par la ministre de la Santé mentale et des Dépendances, Judy Darcy, pour un examen plus approfondi.

De plus, les Premières Nations se sont opposées à la fois au projet de loi sur les surdoses de drogue et au projet de loi de BC Hydro parce que, dans les deux cas, le gouvernement n'avait pas consulté les peuples autochtones comme le prévoit la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

Selon Sonia Furstenau, les verts de la Colombie-Britannique ont respecté toutes les parties de l'accord de partage du pouvoir, y compris le vote avec le gouvernement sur tous les projets de loi budgétaires et tous les votes de confiance. « Mais ce que cet accord ne stipulait pas, a-t-elle dit, c'était une obéissance totale au NPD ». Selon elle, John Horgan a « choisi la poursuite du pouvoir plutôt que la santé et la sécurité des Britanno-Colombiens ».

Pour sa part, le chef du Parti libéral de la Colombie-Britannique, Andrew Wilkinson, a qualifié l'élection d'inutile et de « geste cynique, intéressé et égoïste » du gouvernement néodémocrate. « Quel genre de personne fait cela, au milieu d'une pandémie, déchirer un accord qui aurait conduit à un gouvernement stable pour l'année prochaine ? Qui ferait cela ? a-t-il demandé, et la réponse est John Horgan et le NPD ».

Cependant, mis à part les critiques de l'opposition, il y a un problème plus vaste. Et c'est que dans le système actuel des partis cartellisés, les partis du parlement fédéral et des assemblées législatives provinciales mettent régulièrement leurs propres intérêts au premier plan et abandonnent le peuple à son sort. Il existe de nombreux autres exemples de gouvernements fédéral et provinciaux, que ce soit en Colombie-Britannique ou ailleurs, qui lancent le même genre d'attaques-surprises contre les électeurs.

Alors, pourquoi le gouvernement de la Colombie-Britannique se précipite-t-il dans cette élection au milieu d'une pandémie qui pourrait se transformer en une « deuxième vague » plus forte cet automne ? S'agit-il vraiment d'avoir un gouvernement « stable » en ces temps difficiles qui peut assurer une bonne gouvernance pour la province ? Ou y a-t-il des raisons plus opportunistes ?

Par exemple, la tenue des élections favorise maintenant les perspectives de succès électoraux du NPD. Selon un récent sondage, le NPD devance de 19 % les libéraux de l'opposition. De plus, la nouvelle chef des verts de la Colombie-Britannique a été élue à son poste il y a seulement quelques jours, ce qui, selon certains, désavantage le parti par rapport au NPD qui convoite les sièges des verts sur l'île de Vancouver.

Ensuite, il y a la situation économique. Selon les plus récentes perspectives économiques du gouvernement, il y aura une baisse de l'activité économique de 6,7 % cette année et un déficit qui grimpera à 12,8 milliards de dollars. Le gouvernement prévoit-il une détérioration de l'économie durant l'année à venir et donc des conditions électorales moins favorables ?



**Une des nombreuses manifestations contre la construction du barrage Site C, lors d'une audition du tribunal en février 2016**

Et l'avenir du projet de barrage du site C dans la région de Peace River pourrait être un énorme problème durant l'année à venir. Le projet, qui a été sévèrement critiqué par plusieurs experts et contesté par de nombreux résidents de la région, devrait dépasser le budget de plusieurs milliards de dollars. Et des rapports sont publiés selon lesquels les fondations du barrage lui-même sont instables et peut-être irréparables. Ainsi, le gouvernement pourrait être confronté à un choix entre, d'une part, un projet dont le budget est largement dépassé et, d'autre part, une annulation pure et simple du barrage – ce qui signifierait une perte de milliards de dollars de deniers publics déjà dépensés.

Quoi qu'il en soit, tout cela met en évidence la question suivante : qui décide de ce qui se passe quand il est question des affaires politiques, économiques et sociales de la province – le peuple de la Colombie-Britannique ou les partis politiques cartellisés ? Cette question hante les prochaines élections.

*(Sources : Vancouver Sun, The Tyee, Macleans, Times Colonist et Globe and Mail. Photos et graphiques : LML, R. Hales)*

---

## **Résistance grandissante à la détérioration des conditions de vie et de la condition sociale**



**Campement des itinérants au parc Strathcona**

***Les personnes confrontées à la mort civile et leurs alliés en Colombie-Britannique réclament de vraies solutions à la crise de la pauvreté, pas des attaques policières et des discours vides de sens.***

Le chômage et la pauvreté sont devenus encore plus graves pendant la pandémie et la crise économique actuelles. Des signes visibles de pauvreté se sont accrus dans les villes de toute la Colombie-Britannique. Des personnes incapables de payer leur loyer vivent dans des véhicules récréatifs, des fourgonnettes, des voitures, des tentes ou sans aucun abri.

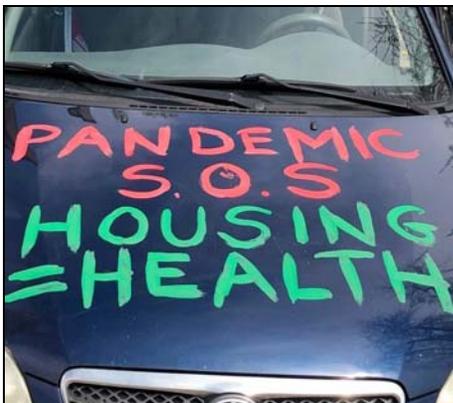


L'État, par le biais de ses gouvernements, sa police et ses tribunaux, utilise de plus en plus les pouvoirs sanctionnés par l'État pour criminaliser la pauvreté et attaquer ceux qui risquent la mort civile et qui cherchent un refuge dans les espaces publics.

Plutôt que de s'acquitter de sa responsabilité sociale envers les membres de la société, l'État s'attaque aux personnes qui se trouvent démunies pour quelque raison que ce soit. L'année dernière, des centaines d'itinérants du centre-ville de Vancouver se sont rassemblés pour construire un village de tentes dans le parc Oppenheimer. Ils sont devenus la cible des pouvoirs de police, sont continuellement contraints de déplacer leur campement et ont fait face à de multiples arrestations.

### **Du parc Oppenheimer au parc Crab**

Après l'irruption de la pandémie, au lieu de s'acquitter de ses responsabilités sociales envers le peuple et de trouver des solutions à la pauvreté et à l'itinérance, le gouvernement provincial a utilisé ses pouvoirs de police en vertu de la *Loi sur les programmes d'urgence* et de l'état d'urgence provincial en cours pour vider le parc Oppenheimer de toutes les tentes et de leurs occupants au début du mois de mai. Beaucoup de ceux qui ont été déplacés ont déménagé sur des terrains fédéraux abandonnés près du parc Crab, le long des quais du port de la ville. Le gouvernement fédéral a immédiatement demandé et obtenu une injonction des tribunaux pour expulser les campeurs. La police est intervenue contre eux au début juin, arrêtant et accusant 45 campeurs d'avoir violé l'injonction, tandis que d'autres ont quitté la zone avant l'attaque de la police.



Dans un autre geste vindicatif, l'Administration portuaire de Vancouver Fraser a demandé une ordonnance du tribunal pour forcer le Service des poursuites judiciaires de la Colombie-Britannique, au nom du procureur général, à revoir les accusations et à déterminer si les personnes arrêtées devraient être poursuivies pour outrage criminel au tribunal au lieu que le tribunal conclut à l'infraction moindre d'outrage civil au tribunal.

Le 14 septembre, le juge en chef Christopher Hinkson, qui a imposé l'injonction en premier lieu, s'est rangé du côté de l'administration portuaire fédérale et a ordonné que onze des accusations soient renvoyées au procureur général de la Colombie-Britannique pour examen et d'éventuelles poursuites au criminel, les autres devant faire face à des accusations d'outrage au civil. Hinkson a déclaré qu'il souhaitait que les personnes comprennent « la nécessité de faire respecter les ordonnances de ce tribunal afin de maintenir sa dignité et l'état de droit ».

Dans sa décision, Hinkson a cité une décision rédigée par Beverley McLachlin lorsqu'elle était juge en chef de la Cour suprême du Canada : « La primauté du droit est le fondement de notre société ; sans elle, la paix, l'ordre et le bon gouvernement n'existent pas. La primauté du droit est directement tributaire de la capacité des tribunaux de faire observer leur procédure et de maintenir leur dignité et le respect qui leur est dû. »

Hinkson a déclaré : « Il ne m'appartient pas de dire si des poursuites pénales contre les accusés constituent une utilisation judicieuse ou imprudente des ressources publiques, mais je prévois que le procureur général soupèsera cette question à la lumière de l'importance de l'état de droit dans notre société démocratique. »

Dans un article paru dans le *Province* intitulé « Le juge en chef de première instance de la Colombie-Britannique en a assez que les manifestants ignorent les ordonnances des tribunaux », Ian Mulgrew a écrit à propos de la décision : « Hinkson semblait réagir à une année de protestation, avec des perturbations causées par les blocus des Wet'suwet'en jusqu'aux manifestations contre le pipeline Trans Mountain ... Ceux qui appuieraient les blocus autochtones, les villages de tentes et autres désobéissances civiles feraient mieux d'en prendre note - cela n'amuse pas le juge en chef de première instance de la Colombie-Britannique. »

En réponse à l'injonction de Hinkson, les avocats des campeurs itinérants et leurs alliés ont dénoncé la décision en disant que cela « pourrait signifier des peines considérablement plus sévères ». L'avocat de Surrey, Amandeep Singh, a déclaré : « Voici les personnes les plus défavorisées de la société, au milieu d'une pandémie, qui essaient de s'installer sur ce qui était essentiellement un terrain de stationnement vide. Pourquoi sont-elles punies ? »

En 2018, le Service des poursuites judiciaires de la Colombie-Britannique a souscrit à l'appel lancé par le même tribunal pour des poursuites criminelles contre ceux qui avaient défié une injonction de Trans Mountain Pipeline en manifestant contre la construction du pipeline. Le tribunal a reconnu quatre manifestants coupables d'outrage criminel et les a condamnés à 14 jours de prison, leur imposant du même coup un casier judiciaire. Le juge de l'époque a averti que les membres du public « qui pourraient être tentés de choisir les ordonnances des tribunaux qu'ils respecteront, que ce soit dans cette situation ou dans d'autres, doivent être dissuadés de bafouer les décisions des tribunaux ».

### **C'est notre économie ! C'est notre société ! C'est à nous à décider !**

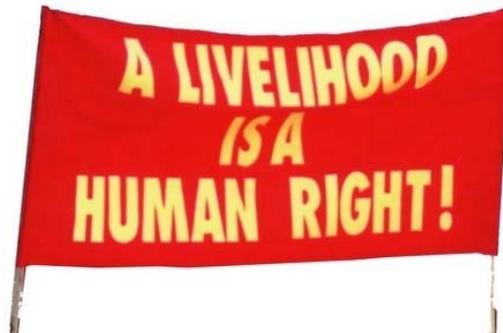
Les attaques contre les itinérants et leurs alliés et leur criminalisation par des injonctions de tribunaux et l'état de droit soulèvent des questions fondamentales sur le rôle de l'État et ses relations avec le peuple. Les juges parlent de l'état de droit et de l'ordre démocratique comme des abstractions sans considération des conditions concrètes. Ils ne font pas le lien entre leurs jugements et fabulations et les conditions sociales de la population et, dans ce cas, de ceux qui risquent la mort civile.

La pauvreté et le chômage sont des caractéristiques constantes au Canada. Ils font partie des conditions sociales auxquelles les personnes doivent faire face, non pas dans l'abstrait, mais dans le monde réel. De nombreux Canadiens, avant et pendant les crises économiques, sont confrontés à l'absence de moyens de subsistance. Ils ne peuvent pas simplement créer un moyen de subsistance à partir de rien. Les moyens de subsistance sont les produits de l'économie socialisée, qui est contrôlée par les oligarques mondiaux. Si l'économie ne peut pas répondre aux besoins des personnes en matière de moyens de subsistance, que doivent faire les personnes ? Certaines tombent dans la toxicomanie pour réduire le stress et la douleur de ne pas avoir de moyens de subsistance ; quelques-unes peuvent se livrer à des activités criminelles pour trouver un mode de vie, tandis que d'autres luttent du mieux qu'ils peuvent, et certaines s'organisent et s'unissent avec les autres Canadiens pour lutter pour les droits de tous et toutes et une nouvelle direction à

l'économie.

L'état de droit et l'ordre démocratique en tant qu'abstractions ne sont d'aucune utilité pour ceux qui n'ont pas de moyens de subsistance, mais deviennent en fait un moyen de répression qui est exercé contre eux et contre d'autres comme les travailleurs en grève qui font face à des injonctions qui rendent inefficaces leurs piquets de grève pour défendre leurs revendications, ou contre ceux qui sont profondément attachés à un enjeu comme les changements climatiques, le pipeline Trans Mountain et les droits des autochtones.

Les juges peuvent présenter l'état de droit et l'ordre démocratique comme des abstractions auxquelles il faut obéir, mais en fait, tels qu'ils sont constitués aujourd'hui, ils ne sont pas des abstractions, mais des méthodes concrètes pour nier au peuple son droit de décider sur des questions qui affectent sa vie et de le priver de ses droits, y compris le droit fondamental d'être.



Les paroles abstraites de l'élite dirigeante, qui appellent le peuple à obéir à l'état de droit et à l'ordre démocratique dissimulent des attaques très réelles contre les droits de tous. L'état de droit et l'ordre démocratique en tant qu'abstractions venant de la bouche de l'élite ne produisent pas et ne peuvent pas produire un moyen de subsistance ou un domicile, mais ils reflètent de réels pouvoirs de police pour attaquer le peuple. Les abstractions ne résolvent pas les problèmes entre les employés et les employeurs ou d'autres enjeux liés aux droits humains. Cependant, l'état de droit et l'ordre démocratique tels qu'ils sont actuellement constitués interfèrent de manière réelle pour le compte des riches et des puissants en opposition au peuple.

Lorsque les juges lancent des abstractions combinées à de réelles attaques contre des personnes confrontées à de réelles difficultés, ou contre ceux qui défendent les droits autochtones, ou contre des activistes qui traitent des enjeux tels que les pipelines ou l'itinérance, ou contre des travailleurs en grève, alors ceux qui détiennent des postes de pouvoir se révèlent comme des apologistes d'un État qui refuse de s'acquitter de ses responsabilités sociales envers le peuple. Cet État a pour base économique un objectif fondamental de payer les riches et n'a aucune intention de trouver des solutions aux innombrables problèmes auxquels l'économie, le peuple et la société sont confrontés.

L'état de droit et l'ordre démocratique présentés comme des abstractions par les riches et leurs représentants politiques et juridiques sont de véritables attaques contre le peuple. Ils sont aussi un obstacle à la résolution des problèmes, un blocage aux efforts pour forcer l'État à assumer ses responsabilités sociales et pour que le peuple trouve et mette en oeuvre une nouvelle direction de l'économie qui arrête de payer les riches et met fin à la pauvreté et au chômage.

*(Photos : LML, Strathcona Residents Assn., B.S. Waters)*

---

## **Le mouvement du quartier Strathcona prend la parole**

Les itinérants chassés des terres fédérales près du parc Crab, dont certains ont été accusés d'outrage au tribunal pour avoir défié une injonction, ont déménagé au parc Strathcona où ils ont installé un grand village de tentes qui continue de croître. L'injonction et l'action de la police à leur encontre n'ont pas résolu le problème de leur pauvreté et de leur itinérance. Ils n'ont toujours pas de moyens de subsistance et beaucoup n'ont toujours pas d'aide pour les problèmes mentaux et physiques dont ils souffrent.



**Village de tentes au parc Strathcona**

Au grand honneur des résidents de Strathcona, ils n'ont pas attaqué ceux qui ont occupé leur beau parc, mais ont pointé du doigt l'État qui refuse de s'attaquer au vrai problème de la pauvreté et de l'itinérance et refuse de mettre de l'avant de vraies solutions. Plusieurs ont exprimé leur demande d'un logement pour tous et d'une nouvelle direction à l'économie, qui élimine la pauvreté et la mort civile, et ils le font de manière organisée.

Les résidents de Strathcona ont une longue histoire de défense militante de leurs droits et de leur quartier contre les attaques impérialistes. Dans les années 1960 et 1970, l'Association des propriétaires et locataires de Strathcona (SPOTA) a contesté les plans de réaménagement de la ville pour défendre la communauté. En 1971, les mères de la rue Raymur ont organisé un blocus des voies ferrées pour gagner leur demande d'un viaduc piétonnier afin que les enfants puissent traverser les voies en toute sécurité pour se rendre à l'école. La communauté s'est également organisée pour empêcher la construction proposée d'une autoroute qui aurait traversé leur communauté, détruisant leurs maisons.

Face à l'occupation de leur parc par des personnes vivant dans des tentes et dans les conditions insalubres inévitables en raison du manque d'infrastructures et d'équipements adéquats, ils sont restés calmes et se sont organisés pour faire entendre leur voix et leurs demandes pour des solutions réelles par le biais de publications et des formes diverses de résistance.

### **Strathcona est pour un logement sécuritaire pour tous**

Sur son site Web [safehomesforall.com](http://safehomesforall.com), le Mouvement du quartier Strathcona écrit :

« Nous sommes les résidents de Strathcona sur des terres autochtones non cédées. Nous sommes une communauté diversifiée et inclusive de personnes qui vivent dans des propriétés privées, des logements loués, des résidences de soins, des coopératives d'habitation, des logements sociaux, des véhicules récréatifs et des tentes. Nous prenons soin de notre quartier et nous veillons les uns sur les autres. Au cours des derniers mois, des centaines de nos voisins sans logement ont été déplacés à plusieurs reprises dans des espaces de parc non sécuritaires sans aucune forme de soutien. Notre communauté a également connu une augmentation constante de la criminalité personnelle, des crimes contre des biens et propriétés et des dangers à la santé publique. Nous attribuons ces problèmes à l'inaction et à la négligence des gouvernements face à la crise urgente de santé publique et de la crise du logement. Notre petit quartier est touché de manière disproportionnée par ces crises, et nous voyons nos élus faire peu



pour nous aider. En tant que nouvelle génération d'activistes communautaires de Strathcona, nous n'accepterons pas davantage de discrimination et de négligence. Nous nous tenons coude à coude avec SPOTA et les mères de rue Raymur pour demander à nos gouvernements de prendre des mesures immédiates pour assurer notre santé et notre sécurité collectives.

« Nous sommes pour un logement sécuritaire pour tous. »

Ils appellent tous à:

1. Signer, appuyer et/ou partager la pétition en ligne de résistance à l'impôt foncier pour les propriétaires de Strathcona : [bit.ly/DeclareStrathResistance](http://bit.ly/DeclareStrathResistance) et pour locataires et résidents de Strathcona qui ne possèdent pas de propriété : [bit.ly/SupportStrathResistance](http://bit.ly/SupportStrathResistance). Pour tous les autres, dont les personnes qui ne vivent pas ici, visitez [change.org/safestrathcona](http://change.org/safestrathcona).
2. Écrire régulièrement des courriels (envoyez-en un tous les jours ou tous les quelques jours) à un ou à tous les politiciens qui sont sur leur liste, leur demandant d'assumer leurs responsabilités et d'agir immédiatement pour faire face à la crise urgente de santé publique et à la crise de logement à Strathcona.
3. Manifester avec eux lors de la première manifestation de quartier. Les détails seront envoyés à ceux qui leur enverront leur adresse courriel ou leur numéro de téléphone.
4. Faire des pancartes pour les manifestations de quartier. Des pancartes faites maison, suffisamment grandes et en évidence pour être visibles à la télévision sont nécessaires.

### **Campagne de résistance à l'impôt foncier**

« Notre communauté de Strathcona est dynamique, inclusive et compatissante. Nous tirons notre force et notre résilience de la diversité de nos voisins, qui comprennent des autochtones, des Canadiens d'origine chinoise multigénérationnels, des nouveaux Canadiens, de jeunes familles, des retraités, des artistes, des activistes et, plus récemment, des résidents sans logement du Camp K-T. Nous nous soucions les uns des autres et nous partageons un vif intérêt pour la santé et la sécurité communautaires.

« Ces dernières années, notre résilience a été mise à l'épreuve par une augmentation constante de crimes contre la personne, des crimes contre des biens et propriétés et de l'exposition du public aux déchets humains et biologiques dangereux. Ces problèmes se sont considérablement aggravés au cours des dernières semaines, au point que bon nombre de nos voisins les plus vulnérables – dont les enfants et les aînés à faible revenu – se sentent trop en danger pour utiliser l'un des deux seuls parcs du quartier à leur disposition.

« Plus que jamais, nous craignons pour notre santé et notre sécurité collectives. Nous reconnaissons que notre situation résulte de l'inaction des gouvernements face à des crises évidentes de santé publique et de logement. Nous avons été abandonnés par nos élus.

« PAR CONSÉQUENT, nous, les propriétaires de Strathcona soussignés, déclarons notre intention de retenir les paiements d'impôt foncier à la ville de Vancouver – par voie de report, d'appel d'évaluation ou de tout autre moyen légal – jusqu'à ce que nos gouvernements municipal, provincial et fédéral agissent ensemble ou individuellement.... »

Pour lire au complet la déclaration de résistance à l'impôt foncier des propriétaires de Strathcona qui demandent une sécurité communautaire, cliquez [ici](#).

*(Photos : digitalmonkblog)*

**La revendication d'un programme de régularisation complet  
pour les travailleurs migrants et les réfugiés**

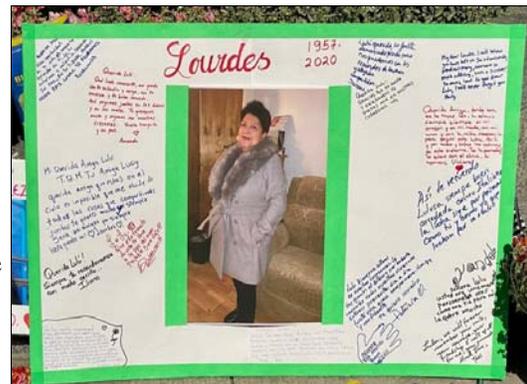
## **La marche de Montréal fait ressortir l'ampleur des violations des droits humains au Canada**

**- Diane Johnston -**



Dans le cadre de la quatrième Journée pancanadienne du statut pour tous et toutes, Solidarité sans frontières a organisé, le dimanche 20 septembre, un rassemblement devant les bureaux montréalais du premier ministre du Québec François Legault sur l'avenue McGill College. Environ 200 personnes ont participé à l'événement, parmi lesquelles de nombreux jeunes, des demandeurs d'asile refusés et des travailleurs sans-papiers.

L'action a débuté par l'intervention d'un organisateur qui a dit que les travailleurs migrants et leurs alliés refusent toute forme de division et que Solidarité sans frontières continuera d'être là pour ceux et celles qui luttent pour la justice pour tous et toutes. Il a ensuite évoqué un article récent de *La Presse* qui révélait que pendant la pandémie, de nombreux travailleurs sans-papiers avaient été embauchés par des agences de placement et payés en espèces sous la table pour travailler dans plusieurs centres d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) du Québec. «



Personne ne peut me faire croire que le gouvernement n'est pas au courant que des gens sont traités comme des esclaves, non seulement dans les CHSLD, mais partout ici au Canada. C'est inacceptable et les Canadiens sont d'accord que ces travailleurs ne méritent pas ça. » Il a continué en disant que plusieurs États « refusent de reconnaître les droits des immigrants ». Il a dit que plusieurs personnes « fuient leur pays pour sauver leur vie ou simplement parce qu'ils veulent une vie meilleure ». Il a ajouté que « le Canada a les ressources pour les recevoir ». Selon lui, un autre enjeu important est le fait que « nos gouvernements ne travaillent pas pour nous. Ils travaillent pour les multinationales ».

Viviana Medina, du Centre des travailleurs migrants, a informé les participants que Lourdes, une travailleuse sans-papiers qui a vécu à Montréal pendant 11 ans est morte il y a quelques jours dans son pays d'origine, le Mexique. Lorsqu'elle vivait à Montréal, Lourdes était payée entre 5 \$ et 10 \$

de l'heure, travaillant souvent de 13 à 16 heures par jour. Elle a subi deux accidents de travail et trois chirurgies au Canada sans avoir droit à une indemnisation ou à des soins de santé. Elle a dû retourner au Mexique à cause de dettes et de problèmes de santé. Une minute de silence a été observée à la mémoire de Lourdes et de tous les travailleurs migrants qui ont perdu la vie.



Les participants ont aussi appris que bien que les expulsions ont cessé en raison de la COVID-19, sauf pour ceux qui ont un dossier criminel, un demandeur d'asile dont la demande a été refusée et qui n'a pas de dossier criminel, Mamadou Konate, a été informé qu'il sera bientôt expulsé. Originaire de la Côte d'Ivoire, il est détenu depuis le 16 septembre au Centres de surveillance de l'immigration de Laval, après s'être présenté volontairement à Immigration Canada en présence de son avocat. Il voulait que le gouvernement suspende son expulsion imminente pour des motifs humanitaires, une requête qui avait été rejetée précédemment.

Un des amis de Mamadou a dit au rassemblement : « Nous sommes informés maintenant que les déportations ont repris, mais que Mamadou n'a pas encore reçu une date. » Il a ensuite informé les participants qu'une action allait être organisée devant les bureaux du gouvernement fédéral à Montréal au Complexe Guy-Favreau le mercredi 23 septembre à 10 h.

Mostafa Henaway du Centre des travailleurs immigrants a alors pris la parole. Parlant de l'article de *La Presse*, il a dit qu'on a appris « qu'une écrasante majorité de ceux qui ont été engagés pour faire de l'entretien ménager dans les CHSLD étaient des travailleurs sans-papiers au statut précaire. Le gouvernement Legault s'est dit choqué, se demandant 'comment une telle chose est possible' ». Mostafa a dénoncé l'hypocrisie du gouvernement à propos du fait que le système de santé du Québec et son économie sont tenus à bout de bras par ceux qui n'ont pas de statut permanent, qui sont sans-papiers, ou dont les demandes d'asile sont refusées. « La plupart des travailleurs d'entretien ménager ont été engagés par le biais d'un sous-traitant », a-t-il dit. « D'un côté il y a GDI (GDI Integrated Facility Services), et ceux qui ont un statut permanent qui vont être engagés directement par cette entreprise multinationale et auront des avantages sociaux, un salaire décent, des heures régulières, et seront appelés des 'anges gardiens' ou des 'héros'. De l'autre, pour ceux qui sont sans-papiers et font le même travail pour un sous-traitant qui engage une agence de placement temporaire, et parce que chacun doit toucher un profit, ces travailleurs vont obtenir 10 \$ ou 11 \$ de l'heure, moins que le salaire minimum, et faire face à une peur continuelle non seulement d'être déportés, mais de perdre la vie pendant la pandémie. »



Mostafa a ensuite dénoncé le gouvernement pour sa soi-disant volonté de régler la situation. « Son programme de régularisation est extrêmement insultant pour ces travailleurs d'entretien ménager qui ne sont pas compris dans le programme et qui ne bénéficieront pas de traitement et de droits égaux. Pour ce qui est de toutes les autres personnes sans statut, c'est une insulte encore plus grande et un exemple du degré de racisme qui existe dans la société. En fait, il y a deux mondes – pas les deux mondes dont parle Legault quand il compare ce qui s'est passé dans les centres de soins de longue durée au reste de la société – mais les deux mondes de ceux qui sont sans statut versus ceux qui ont un statut. Ceux qui n'en ont pas peuvent continuer de cultiver et de livrer nos aliments, de soigner nos aînés, de faire tout le travail sans être payés et en faisant face à l'expulsion. Ou encore, d'autres se laisseront abattre par la situation, le stress, l'anxiété, par la façon dont le système vous brise, non seulement émotionnellement, mais physiquement, année après année, en vous traitant de façon inhumaine, comme si vous n'existiez pas. La seule reconnaissance que nous avons vient de nos actions et de vous tous ici présents, » a-t-il souligné.

« Le fait que des gens doivent mourir, doivent faire des grèves de la faim, doivent participer à des événements comme celui-ci est une insulte, car ils ne demandent rien de moins, rien de plus que le commun des mortels », a-t-il conclu.



Un autre orateur a rappelé comment le premier ministre Justin Trudeau « s'est agenouillé il y a quelques mois lors d'une prise de photos, pour ensuite se lever et détenir et expulser des personnes, proposer un programme de régularisation qui n'est rien de plus que de la poudre aux yeux et qui ne tient pas compte des centaines et des milliers de personnes qui vivent dans ce pays. Ce sont nos familles, nos amis, nos voisins, nos collègues, des personnes qui prennent soin de nos proches... Nous devons continuer à lutter pour la justice, la dignité, le

droit à l'humanité, le statut pour tous. Personne n'est illégal ! Justice pour les migrants ! Statut pour tous ! »

Mohamed Barry, cofondateur du Comité guinéen pour un statut et un membre de Solidarité sans frontières, s'est ensuite adressé à la foule. « Il y a de nombreux Guinéens ici au Canada, particulièrement à Montréal, a-t-il dit. Ces gens-là sont intégrés ici, ils travaillent très bien, ils n'ont pas de barrière de langue. Il y en a qui étudient... Mais malheureusement, malgré tous leurs efforts, tout ce qu'ils font pour s'intégrer, il ya plusieurs centaines de personnes qui font face à des déportations. Après cette pandémie, plusieurs d'entre elles seront déportées. »

Décrivant la Guinée comme un pays dirigé par des criminels, Mohamed a poursuivi en expliquant que le gouvernement actuel est responsable du meurtre de 45 personnes, « des adolescents et des jeunes de 20 ans. Des femmes ont été arrêtées, des personnes âgées battues, des maisons démolies. » Il a ensuite dit qu'en 2015, le Canada avait conclu un accord avec la Guinée. « L'accord commence par la déclaration que les deux pays doivent respecter les droits humains. Les droits des Canadiens sont respectés en Guinée parce que tous les expatriés canadiens [...] sont très bien payés et souvent logés par le gouvernement guinéen. Cependant, ici au Canada, les Guinéens sont emprisonnés, rejetés, travaillent dans des usines et des entrepôts [...] en violation de l'accord.

« Le Canada est intéressé par la Guinée en raison de ses ressources », a-t-il souligné, rappelant que SNC-Lavalin, Rio Tinto et d'autres sociétés minières opèrent dans le pays depuis plus de 20 ans et l'exploitent. « La Guinée, a-t-il dit, est le deuxième exportateur mondial de bauxite. »

Mohamed a également fait remarquer que les Québécois se sont montrés très hospitaliers envers

lui-même et ses compatriotes. Il a rappelé que de nombreux Québécois viennent aux manifestations et aux conférences de presse. D'autre part, il a continué, « même si les gouvernements affirment qu'ils ne sont pas intolérants et que les réfugiés ont une place ici, ce n'est pas la réalité ». Il a ajouté que pendant la pandémie, des Guinéens, entre autres, « ont été emprisonnés ». Il a ajouté que même si l'Autorité de la santé publique avait recommandé des mesures de distanciation sociale, « à plusieurs reprises au Centre de détention de Laval, cela n'a pas été respecté. Ils sont placés dans des fourgonnettes sans fenêtres, pour le transport. Ils sont débarqués menottes aux mains et chaînes aux pieds, pour les humilier. Et pourtant le Canada est signataire de plusieurs conventions internationales sur les droits humains. Malheureusement, le Canada ne respecte pas les droits humains, particulièrement en ce qui concerne les demandeurs d'asile, car ils sont criminalisés. Il refuse de prendre en considération nos cinq, 10 ou 15 années passées à s'intégrer et les efforts considérables que nous y avons mis. Il nous donne deux semaines avant d'être expulsés par l'Agence des services frontaliers du Canada, quels que soient les motifs humanitaires que nous pouvons avoir. Nous sommes tous essentiels, nous devons tous pouvoir vivre dans la dignité et sans la peur, vivre comme tout le monde. »

Les participants ont ensuite marché vers les bureaux du gouvernement fédéral au Complexe Guy-Favreau. En route, Clément Sageste de l'organisation le Québec c'est nous a renchéri : « Le gouvernement doit respecter la dignité des êtres humains, que ce soient les étudiants, les travailleurs, les réfugiés ou les personnes sans-papiers. La réponse c'est que tout le monde au Québec et au Canada mérite un statut. On ne devrait même pas avoir à poser la question. »

Au Complexe Guy-Favreau, Frantz André du Comité d'action des personnes sans statut (CAPSS) a rappelé comment les États-Unis, la France et le Canada mènent une guerre contre son pays d'origine, Haïti. « Nous venons chercher ici ce qui nous revient de droit », a-t-il affirmé, soulignant que de nombreux pays dits riches rendent la vie intenable pour les migrants dans leur pays d'origine, les forçant à fuir.

(Photos : LML)

---

## **Une deuxième phase de la pandémie de la COVID**

# **L'activation du facteur humain est la clé pour apporter des solutions**

**- Steve Rutchinski -**

Depuis la réouverture de l'économie et le retour aux classes partout au Canada, tout indique l'imminence d'une deuxième vague potentiellement explosive d'infections de la COVID-19. Le danger de submerger le système de santé publique semble être ce qui préoccupe le plus les représentants officiels, et non le fait que la reprise des activités a été lancée sans les précautions voulues pour assurer la sécurité et le bien-être des gens qui retournent au travail ou à l'école.

Des centaines de millions de dollars ont été donnés à des intérêts privés par l'État canadien pour le développement d'un vaccin. D'autres pays avec des ressources bien moindres, comme Cuba et le Vietnam, ont eu de bien meilleurs résultats parce qu'ils ont une approche axée sur l'humain et non sur le capital.

Ici par exemple, les initiatives des travailleurs de la santé de première ligne pour assurer le fonctionnement sécuritaire des centres de soins de longue durée et des soins à domicile, ou celles des enseignants, des travailleurs de l'éducation, des parents et des étudiants pour le fonctionnement sécuritaire des écoles dans le contexte actuel sont ignorées et bloquées. En Ontario par exemple, le

gouvernement n'a mis en place aucune mesure adéquate de distanciation suffisante dans les salles de classe. Les propositions faites par les enseignants, les parents et les étudiants sont perçues comme un problème et non comme une force colossale permettant d'établir des normes et des standards pour le fonctionnement sécuritaire des écoles et de la société dans son ensemble dans le contexte actuel de la pandémie.

De plus en plus, une deuxième vague semble imminente. Santé Canada rapporte 1 766 nouveaux cas en date du 21 septembre. L'administratrice en chef de l'agence de la santé publique du Canada, Theresa Tam, a dit que « si le taux actuel d'infections se maintient, on s'attend à une recrudescence de l'épidémie ». De ces 1 700 cas, 586 étaient au Québec, 425 en Ontario, 366 en Colombie-Britannique et 358 en Alberta. Nous n'avons pas vu de tels chiffres depuis le mois de mai et dans la majorité des cas en Ontario, par exemple, 67 % des gens font partie de la population active, et ont moins de quarante ans.



**Les travailleurs de la santé du Québec affirment que ce sont elles la solution aux problèmes dans la santé.**



Les écoles partout au Canada ont repris et il y a une corrélation directe avec la propagation de la COVID-19, l'année scolaire ne fait que commencer, il est donc trop tôt pour en évaluer tout l'impact. En Ontario, 118 écoles publiques ont rapporté 138 nouveaux cas le 22 septembre. La Ville d'Ottawa à elle seule a rapporté 40 nouveaux cas dans 23 de ses 28 écoles publiques qui ont rapporté des cas (29 étudiants, sept membres du personnel et quatre personnes non spécifiées). Depuis le début de

l'année scolaire, Ottawa a un total cumulatif de 193 cas d'infection d'étudiants et de sept cas de membres du personnel. Les écoles de Toronto ont rapporté 13 nouveaux cas le 22 septembre (quatre étudiants et neuf membres du personnel) alors que les écoles publiques de Toronto n'ont pas encore toutes recommencé en raison d'une rentrée progressive cette année.

Le Québec a signalé 507 cas confirmés dans 272 écoles publiques et privées, primaires et secondaires. L'école primaire Sans-Frontière de Québec a été fermée le 22 septembre en raison d'une éclosion de 20 cas confirmés d'élèves et de cinq membres du personnel. C'est la deuxième école au Québec à être fermée en raison d'une éclosion. La Colombie-Britannique ne rapporte pas encore le nombre total de cas et le nombre d'écoles avec des cas de COVID-19. L'organisation Support Our Students en Alberta a signalé qu'au 25 septembre, 142 écoles (118 au cours des deux semaines précédentes) avaient des cas de COVID-19, 33 des éclosions (2 à 4 élèves et/ou membres du personnel) et cinq écoles étaient en « surveillance » avec cinq ou plusieurs cas. Le médecin-chef de l'Alberta a signalé des alertes actives ou des éclosions dans 97 écoles avec 163 cas actifs au total au 24 septembre.

La leçon la plus précieuse tirée de notre expérience de la première vague de COVID-19 est qu'alors que le Canada bascule dans une deuxième vague, le plus important pour apporter des solutions est la mobilisation du facteur humain. C'est là le facteur clé.

(Photos : FIQ, YouSeePee-YYC)

---

**Le rapport de la «Mission d'établissement des faits » de l'ONU au Venezuela**

## **Lorsque l'élite en remet sur le Venezuela**

*- Pedro Santander -*



Un énième rapport d'une organisation internationale qui s'en prend au Venezuela a été publié. Et comme on le voit fréquemment dans le monde du spectacle, ceux qui l'attendaient avaient déjà formé leur chœur de lamentations, s'arrachant les cheveux et se prenant la tête dans les mains pour épater la galerie.

Il leur importe peu que ceux qui pleurent devant le monde entier, émus par la souffrance du peuple vénézuélien, soient ceux-là mêmes qui ne se conforment à aucune des obligations qu'ils imposent au Venezuela, ou qui ferment les yeux lorsqu'il s'agit d'autres pays et d'autres peuples.

Le droit international a été traîné dans la boue ces dernières années par ceux qui attaquent le Venezuela. Des blocus et des sanctions unilatéraux, des provocations militaires en permanence, des attaques contre des ambassades, l'interception de navires transportant des médicaments, la liste est longue. On dit que ce sont des « sanctions contre une dictature de narcotrafiquants » – c'est ce que prétendent les chefs d'État de ces mêmes pays qui produisent et consomment le plus de drogue sur la planète.

Toute la tradition de diplomatie occidentale est jetée aux poubelles lorsqu'il est question du Venezuela. Nous avons vu des présidents étrangers se rendre sur les frontières de ce pays pour y inciter la guerre et légitimer la violation de l'intégrité territoriale. Les pays alliés des États-Unis ont suspendu les lettres de créance du personnel diplomatique vénézuélien et interdit que celui-ci circule sur les voies publiques. Les États-Unis, comme au temps de Far West, ont mis la tête du président vénézuélien à prix ainsi que celle de son entourage.

Tout l'ordre financier international a été mis à contribution pour « faire crier l'économie vénézuélienne ». La Banque centrale de ce pays a été la cible de sanctions (une mesure qui est unique au monde), son or a été saisi en Angleterre, ses raffineries confisquées aux États-Unis (Citgo) et les pays en développement qui refusent de rembourser leur dette envers les sociétés d'État vénézuéliennes sont encensés.

Les mêmes individus qui réclament plus de démocratie au Venezuela restent muets au sujet du récent coup d'État en Bolivie. Ce sont les mêmes qui, comme le Chilien Francis Cox, auteur du

rapport de l'ONU, réclament des droits humains au Venezuela, alors qu'en visite récemment au Chili il affirmait qu'il n'avait pu déterminer « s'il y avait eu des attaques contre la population civile en tant que politique de l'État » et qu'il ne croit pas « que le président (Pinera) doive assumer de responsabilité en vertu du droit international ». C'est ce qu'il dit d'un pays qui, en réponse au soulèvement social d'octobre 2019, a incarcéré plus de 1 500 jeunes, totalement militarisé le territoire et est l'auteur du sombre exploit d'avoir crevé les yeux de près de 500 personnes en à peine quatre mois, du jamais vu, même en Palestine.

Ces deux poids, deux mesures, cette hypocrisie mondiale, ce cynisme sont possibles, en grande partie, parce que les grands médias de ce monde restent muets lorsqu'il s'agit de l'un, et crie au scandale lorsqu'il s'agit de l'autre. Des milliers de journalistes, dont plusieurs se prétendent progressistes, se laissent prendre à ce jeu où le Venezuela est constamment critiqué.

Ces journalistes – ceux de mon pays le Chili, par exemple –, prenant un air de tristesse, semblent bien émus et affligés par les violations des droits humains au Venezuela, mais n'ont rien à dire du récent coup et des massacres perpétrés en Bolivie (un pays voisin). Ils déblatèrent contre le « régime corrompu de Maduro », mais ne disent mot au sujet du Pérou (un autre pays voisin) dont les six (!) derniers présidents ont été mêlés à des histoires de corruption, menant à des peines d'emprisonnement, des suicides et des démissions.

Voilà pourquoi c'est un débat où les arguments et les contre-arguments n'ont aucun sens. Il ne s'agit pas ici d'un débat démocratique, la discussion n'a rien de rationnel. Rien ne permet de découvrir les pour et les contre qui pourraient éclairer certaines positions.

En bref, ce n'est pas un débat, c'est une attaque.

C'est une attaque qui est passée d'une préoccupation à une obsession, et maintenant nous en sommes à l'excès. Et devant ces attaques, en particulier dans leurs phases aigües comme celle que nous voyons aujourd'hui, nous ne pouvons qu'affirmer nos principes et prendre position. Parce que pour Trump, Pinera, Bolsonaro, Aznar, Duque et Santos, c'est de cela qu'il s'agit : renverser et détruire les positions de ceux qui, comme des millions de Vénézuéliens, croyaient qu'ils avaient le droit de penser et de proposer une société non capitaliste et de parler, une fois de plus, de socialisme.

C'est une attaque féroce, permanente, douloureuse et incertaine, mais n'oublions pas, c'est une attaque des élites mondiales. Le peuple, lui, mène une autre bataille, sur son territoire et dans ses communautés. C'est une bataille qui est pénible, éprouvante et remplie d'incertitudes, mais dont l'issue pourrait être, pour nous, un commencement.

*(teleSUR, 19 septembre 2020. Traduit de l'espagnol par LML)*

---

## **Les États-Unis à la croisée des chemins au Venezuela**

**- Luis Beaton -**

Selon des allégations provenant de Caracas et d'analystes internationaux fiables, le président Donald Trump semble prêt à déclencher une « surprise d'octobre », faisant du Venezuela la cible de ses machinations bellicistes dans le but de rehausser ses chances d'être réélu en novembre.

C'est un secret de polichinelle qu'il aura recours à un quelconque acte désespéré pour inciter les Américains à se rallier au président, une tradition, semble-t-il, pour les dirigeants qui tentent d'être réélus et qui savent que leur heure a sonné.

Une attaque militaire parrainée par le Pentagone contre le Venezuela pourrait avoir lieu avant

l'élection du 3 novembre, allègue le journaliste Angel Guerra dans une analyse publiée dans le journal mexicain *La Jornada*.



La Colombie fait visiblement partie des préparatifs, étant l'hôte de sept bases militaires américaines qui seraient le fer de lance d'une attaque contre le pays avoisinant et d'autres États de la région, bien que les menaces de guerre s'intensifient aussi au Brésil et dans d'autres pays.

Samuel Moncada, l'ambassadeur du Venezuela aux Nations unies, a vigoureusement dénoncé ces préparatifs et souligné que la machine de propagande de Washington promeut déjà une force d'invasion multinationale contre son pays, ce qui serait l'équivalent d'une occupation militaire, mais sans la présence du Pentagone aux premières lignes.

Ce sont les armées de la Colombie et de l'Amérique centrale qui feront le sale boulot, a dit Moncada dans un autre gazouillis, mettant en garde contre une intensification de l'agression contre son pays, agression qui est déjà en marche, alors que la campagne de pression maximale passe rapidement à l'étape militaire.

« Ils cherchent l'effet-surprise d'octobre », a-t-il gazouillé, se référant à un article du site Web du journal conservateur le *Washington Examiner*, où le chef du Commandement Sud des États-Unis, l'amiral Craig Faller, et Phil Gunson du Groupe de crise internationale ont laissé planer l'éventualité d'une invasion.

Avec cet objectif en tête, les représentants de la Maison-Blanche voyagent régulièrement dans la région en quête d'appui et d'hommes de main. Dans ce contexte, une réunion qui n'est pas passée inaperçue est celle qui a eu lieu entre le président Ivan Duque, Faller, le conseiller américain en Sécurité nationale Robert O'Brien, et son adjoint responsable de l'Amérique latine, le Cubain-Américain Mauricio Claver-Carone, nommé à la tête de la Banque de développement interaméricain, ainsi que l'ambassadeur des États-Unis [en Colombie], Philip Goldberg.

De toute évidence, la « situation au Venezuela » était le principal point à l'ordre du jour, mais d'autres y ont été rajoutés tels le narcotrafic et l'immigration, qui ont tous servi à « justifier » la guerre contre le Venezuela.

En plus, il y a la haine qui anime le sénateur cubano-américain Marco Rubio, qui est actif à promouvoir la campagne de Trump visant à convaincre le président d'envahir le Venezuela afin de s'assurer les 29 votes électoraux de la Floride.

Sergio Rodriguez Gelfenstein, un universitaire et analyste vénézuélien, considère qu'il est plus

évident que jamais que la politique étrangère de Washington ne peut être réalisée par des voies diplomatiques basées sur la négociation et le dialogue, mais uniquement par la soumission, la force, les menaces et le chantage.

L'échec sur le plan politique de la stratégie du département d'État américain pour le Venezuela est incontestable.

Ces récentes semaines, le pardon octroyé aux personnalités de l'opposition et d'autres gestes politiques du président Nicolas Maduro ont court-circuité les arguments soutenant des plans agressifs, bien que la menace existe toujours et devient de plus en plus présente alors que les représentants de Washington se promènent partout en Amérique latine en quête d'appuis.

Dans ce contexte, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a visité la ville brésilienne de Boa Vista, à la frontière du Venezuela, où il a mené une action hostile contre le gouvernement constitutionnel de Maduro, tel que rapporté sur le site Web Brasil 247.

Avec la complicité du gouvernement de Jair Bolsonaro, l'ancien directeur de la CIA a tenté de peaufiner les plans d'agression préparés de longue date sous forme de soi-disant « aide humanitaire » à partir de la frontière brésilienne, auxquels plusieurs forces armées de la région et même des troupes de l'OTAN ont participé.

La présence du secrétaire d'État à la frontière entre le Brésil et le Venezuela vise à escalader l'agression, selon diverses forces sociales brésiliennes, qui perçoivent cette action comme tout autre incident médiatique visant à promouvoir les intérêts électoraux du Parti républicain à la veille des élections aux États-Unis.

Pompeo a aussi visité d'autres pays, dont le Suriname, la Guyane et la Colombie, cette dernière étant, tout comme le Brésil, un allié de la Maison-Blanche dans son hostilité envers le Venezuela. Il est aussi important de noter que le Honduras a récemment autorisé 60 soldats portoricains à entrer au pays pour grossir les rangs des opérations de sécurité du Commandement Sud des États-Unis, ce qui peut facilement viser le Venezuela, puisque ce pays de l'Amérique centrale est considéré comme le « porte-avion » idéal pour les missions américaines en Amérique du Sud.

Tandis que les Vénézuéliens sont prêts à répondre à toute agression, theamericanconservative.com (TAC) fait valoir que Washington devrait abandonner sa politique menant à l'impasse au Venezuela, ce qui, finalement, ne sert pas ses intérêts.

Dans une analyse du rédacteur en chef de TAC, Daniel Larson, celui-ci souligne que la politique de la Maison-Blanche est à la croisée de chemins. Deux voies s'ouvrent aux dirigeants à Washington : ils peuvent continuer sur la voie de la « pression maximale » et du recours aux armes, ou ils peuvent prendre la voie du pragmatisme en faveur de négociations plus flexibles pour en arriver à une transition démocratique par les urnes, tel que proposé par les autorités de Caracas.

De toute évidence, les secteurs conservateurs dans les cercles de Trump vont continuer à miser sur la pression maximale et une éventuelle intervention militaire, où une bande de pays serviles appuieront la stratégie américaine.

Il est à espérer que ce ne sera pas l'option choisie, à un moment où les Vénézuéliens sont prêts et armés pour entreprendre une guerre de longue haleine.

*(Al Mayadeen, 9 septembre 2020. Traduit de l'espagnol par LML)*

# Décryptage du rapport de la mission de l'ONU sur le Venezuela

- *Mision Verdad* -



La publication récente d'un rapport publié par la Mission indépendante pour déterminer les faits au Venezuela du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (ONU) a été largement amplifiée, dans le spectre médiatique et dans l'opinion internationale, en raison de ses remarques sur la situation des droits de l'homme au Venezuela.

Ce rapport traite, avec une grande spécificité, des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées, des détentions arbitraires, de la torture « et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants commis depuis 2014 ».

La Mission a été approuvée par la résolution 42/25 du 27 septembre 2019, votée par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, et rejetée par le ministère vénézuélien des Affaires étrangères en décembre 2019.

Les pays qui ont voté pour la résolution sont : l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, les Bahamas, le Brésil, la Bulgarie, la République tchèque, le Chili, la Croatie, le Danemark, la Slovaquie, l'Espagne, la Hongrie, l'Irlande du Nord, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Pérou, le Royaume-Uni et l'Ukraine.

La résolution qui a donné naissance à cette commission a été rejetée par le Venezuela à l'époque et aujourd'hui elle bafoue les instruments de collaboration que le Venezuela a ratifiés avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, dirigé par Michelle Bachelet, qui a un bureau dans le pays et qui a présenté à ce jour deux rapports clairement différents de celui publié maintenant.

Le Venezuela travaille en coordination avec le Haut-Commissariat dans le cadre de la lettre d'entente signée en septembre 2019, conformément aux dispositions de la résolution A/HRC/42/4 adoptée par le Conseil des droits de l'homme à sa 42e session.

Il est important de souligner que, malgré les bons offices et les auspices du Haut-Commissariat et du gouvernement vénézuélien, l'existence de cette commission parallèle et non ratifiée par le Venezuela illustre les contradictions de l'échafaudage institutionnel du système des Nations unies. Ces contradictions détachent les efforts du bureau du Haut-Commissaire de ceux que les pays mènent seuls, même s'ils font partie du Conseil des droits de l'homme.

Ce mécanisme inconnu du Venezuela aurait été articulé par un groupe de pays qui, en 2019, était pleinement aligné sur la stratégie américaine de construction d'un faux dossier contre le Venezuela, dans le cadre d'un programme ouvert visant à destituer et à construire un gouvernement et une diplomatie « parallèles » qui, à cette époque et jusqu'à aujourd'hui, a tenté d'isoler les institutions légitimes du pays.

Le rapport issu de cette commission parallèle et, répétons-le, non ratifié par le Venezuela, trouve son origine dans les efforts du gouvernement des États-Unis, mais aussi dans ceux de l'Organisation des États américains (OEA) et du Groupe de Lima, organisations qui ont joué un rôle clé dans la criminalisation des institutions vénézuéliennes et du gouvernement bolivarien.

L'équipe de recherche et d'analyse de Mision Verdad a procédé à un examen détaillé de ce rapport et décrit ci-dessous ses incohérences les plus marquantes.

### **L'objectif politique du rapport**

Dans ce contexte, le rapport est publié en prélude aux prochaines élections législatives au Venezuela. Il a été ratifié par le Groupe de contact international sur le Venezuela organisé par l'Union européenne (UE) pour faire face à la crise politique au Venezuela. Après sa publication, l'UE a ratifié sa position de ne pas être observateur et accompagnateur aux prochaines élections au pays.

Avec ce rapport, l'UE se débarrasse du piètre prétexte de ne pas se rendre aux élections au Venezuela en raison du « manque de temps » pour organiser sa mission dans le pays. Et ce, malgré le fait que l'invitation du Venezuela a été faite des mois à l'avance. L'UE avait pris ses distances avec les élections vénézuéliennes, déclarant qu'elle serait incapable d'organiser une mission trois mois à partir du 6 décembre de cette année, et maintenant ses représentants diplomatiques déclarent que les conditions des droits de l'homme dans le pays excluent une telle possibilité.

Bien que l'UE ait ouvert des négociations pour une éventuelle observation et ratification des élections législatives, sa politique étrangère s'est à nouveau tournée en faveur de l'agenda américain qui vise la continuité de la crise politique au Venezuela et le soutien improvisé de l'actuelle Assemblée nationale (AN).

La position de l'UE est clairement en accord avec ce qui a été dit par le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, qui, immédiatement après la publication du rapport, s'est aligné contre les élections vénézuéliennes, déclarant qu'en raison de ces prétendues conditions des droits de l'homme, les élections ne doivent pas être organisées et ne doivent pas être reconnues.

Le rapport devient désormais un instrument non seulement de criminalisation des autorités vénézuéliennes, mais aussi un tournant dans le cadre institutionnel international visant à nier la légitimité des élections vénézuéliennes et leur qualité de solution politique.

Il en résultera des gestes d'ignorance des élections par les pays et, dans ce scénario, la crise induite dans le pays et le gouvernement superposé de Juan Guaido se perpétueraient encore cinq ans, artificiels et inexistantes en fait, mais une composante essentielle pour la continuité du blocus économique contre le pays.

D'autre part, le document fait référence à des allégations de violations « systématiques » des droits de l'homme et de « crimes contre l'humanité » qui auraient été commis en « pleine connaissance de cause » du président Nicolas Maduro et de son gouvernement. L'objectif est d'établir un faux bilan à long terme de la non-prescription des crimes contre l'humanité. Il n'a d'autre but que de créer un pseudo-précédent juridique à caractère criminel contre les autorités vénézuéliennes.

Le rapport rejoint d'autres éléments mis sur la table, comme les efforts il y a des mois du procureur

général des États-Unis, William Barr, pour mettre un prix sur la capture du président vénézuélien et d'une partie de son cabinet civil et militaire, à cette époque, bien sûr pour « narcoterrorisme », un fait analysé par Mision Verdad à l'époque.

## **Sur la fiabilité du rapport**

Comme le document le dit, le rapport est basé sur des entretiens avec des acteurs politiques anti-Chavez et n'a pas été réalisé sur le terrain. Cela remet en cause le titre même du rapport, car il ne peut y avoir de « détermination des faits » sans croisement de témoignages sur le terrain.

Aux points 41, 42 et 43, correspondant à la première partie du rapport, la Mission indépendante pour déterminer les faits au Venezuela du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, encore une fois non reconnue par le gouvernement bolivarien, révèle quelques lacunes initiales au niveau méthodologique.

Sur la base de ces points, il construit des catégories générales dans lesquelles il cherche à tort à lier le président de la République Nicolas Maduro, et d'autres hauts fonctionnaires de l'État vénézuélien, à des crimes présumés contre l'humanité.

Sur ces trois points, le rapport de la Mission établit que la privation de la liberté de certains individus a été fondée sur un schéma de persécution d'idées et d'opinions politiques, blanchissant leur participation à des actes de désordre public, de violation des droits de l'homme, d'atteintes aux institutions et à l'ordre public.

Partant de la prémisse que, soi-disant, l'État vénézuélien persécute les personnalités de l'opposition pour leurs opinions, l'intention est de blanchir une série d'actions préjudiciables à la paix du pays auxquelles les forces de sécurité ont dû répondre.

Sur ces points, le rapport indique également que des crimes contre l'humanité ont été commis à la suite des soi-disant détentions arbitraires, traitements cruels et inhumains et autres pratiques illégales attribuées à l'État vénézuélien.

L'utilisation du concept de crime contre l'humanité est abusive dès le départ, entraînant une erreur méthodologique qui, en plus d'affaiblir la crédibilité technique du rapport, montre toutes ses intentions politiques.

Les actes qui peuvent être considérés comme des crimes contre l'humanité sont stipulés dans les articles du Statut de Rome, le document directeur de la Cour pénale internationale. Le concept clé de l'article 7, où reposent les prémisses fondamentales des crimes contre l'humanité, est « l'extermination », entendue comme des actions intentionnelles visant à éliminer progressivement une population en raison de son appartenance politique, ethnique ou religieuse. Il est fallacieux de concevoir qu'au Venezuela il existe des pratiques généralisées d'extermination des secteurs politiques ou sociaux.

Le rapport élabore une chronologie détaillée qui tente de résumer les dernières années marquées par le conflit politique au Venezuela. Dans l'analyse des événements politiques fondamentaux du cycle qui a débuté avec la présidence de Nicolas Maduro en 2013, le rapport montre de fortes doses de parti pris politique. Cela se reflète dans l'intention de transférer la responsabilité au gouvernement bolivarien en tant qu'architecte des crises politiques et institutionnelles de ces dernières années, occultant les agendas de violence, les tentatives de coups d'État et les perturbations politiques propagées par les acteurs de l'opposition vénézuélienne.

Un point précis démontre l'intention politique de la chronologie. Au numéro 87, le rapport mentionne le nom d'Oscar Perez, un fonctionnaire du Corps d'enquêtes scientifiques, pénales et criminelles (CICPC) qui, en juin 2017, a volé un hélicoptère de la base aérienne de La Carlota et

survolé des institutions publiques situées dans le centre de Caracas, tirant des coups de mitrailleuse et les frappant avec des grenades fragmentaires, mettant en danger la vie de civils et même de mineurs. Le rapport ne qualifie pas cet événement d'attaque à caractère terroriste, mais se contente d'en faire une mention brève et peu détaillée.



**La Cour internationale de justice à La Haye**

Le rapport n'examine pas non plus avec suffisamment de force et d'importance un autre événement important impliquant Oscar Pérez. En décembre 2017, Pérez a mené un assaut contre le commandement de la Garde nationale bolivarienne (GNB) située à San Pedro de Los Altos, dans la municipalité de Guaicaipuro de l'État de Miranda. Après avoir bâillonné plusieurs militaires et volé des armes et des munitions, Pérez a publié la scène sur les réseaux sociaux pour renforcer l'impact de l'assaut. L'action armée et irrégulière s'inscrit dans le cadre de la formation d'une cellule paramilitaire qu'il dirige dans le but de déclencher un conflit de faible intensité contre les institutions et les forces de sécurité vénézuéliennes.

Un autre signe de partialité politique est lié aux entretiens avec Cristopher Figuera, qui a été directement impliqué dans la tentative de coup d'État militaire en avril 2019 (« Opération Libertad » -Guaidó-Lopez) et est maintenant un protégé du gouvernement américain. Tout au long du rapport, les efforts pour blanchir ce personnage pour rendre son discours politique plus crédible en tant qu'acteur qui fournit des « informations privilégiées » est notable.

Au point 1987, on y décrit un Figuera honnête qui n'a jamais été impliqué dans les actes criminels soulevés dans le rapport, lui prêtant une image de sérénité qui contraste avec la nature criminelle présumée du gouvernement de Nicolas Maduro :

« Le général Figuera a déclaré à la Mission que lorsqu'il a été nommé directeur général du service de renseignements vénézuélien (SEBIN) à la fin 2018, il avait pris des mesures pour changer les pratiques au sein de l'organisme de renseignement. Il a déclaré à la Mission qu'il avait enquêté sur des allégations spécifiques de torture, licencié un fonctionnaire qui, selon lui, était impliqué dans des violations, et obtenu la libération de certains détenus, entre autres mesures. La Mission n'a pas eu connaissance de plaintes de torture pendant la période où il était directeur. De même, il ne dispose pas d'informations selon lesquelles des enquêtes pénales ont été menées sur les plaintes de torture au SEBIN ou sur les sanctions contre les responsables. »

Au point 262, le rapport indique :

« La Mission trouve des motifs raisonnables de croire que des détentions arbitraires ont été utilisées

pour attaquer des personnes en raison de leur affiliation politique, de leur participation, de leurs opinions ou points de vue pendant la période considérée. »

En ce sens, la Mission révèle son incohérence puisque les personnes n'ont pas été détenues pour leurs opinions ou points de vue, mais pour leur implication dans des opérations de coup d'État et la violation de la stabilité interne qui ont fait des centaines de victimes civiles innocentes, comme en témoigne le cycle des révolutions de couleur/guarimbas en 2014 et 2017.

Plus tard, le rapport établit que le SEBIN et la Direction générale de contre-espionnage militaire (DGCIM) ont commis des actes de torture et de violation des droits de l'homme des personnes privées de liberté. Ces accusations sont étayées par des entretiens anonymes impossibles à vérifier. Parce que l'exécutif vénézuélien ne reconnaît pas la légitimité de cette mission, puisqu'elle a été érigée en commission « fantôme » (le ministre des Affaires étrangères Arreaza *dixit*) parallèle à celle mise en place par le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, il évite le dialogue avec les responsables des deux institutions, puisque le rapport a été fait à l'extérieur du pays, bien qu'il insiste sur le fait qu'« il n'y a pas eu de réponse » de l'État vénézuélien.

Une grande partie de cet argument repose sur les accusations portées par l'ancien directeur du SEBIN Christopher Figuera. Figuera a fui le Venezuela après l'échec de l'« opération Libertad » en avril 2019, et depuis lors, il est devenu une « source » pour attaquer le gouvernement bolivarien. Le rapport, nous le répétons, donne une grande crédibilité aux opinions de Figuera, connaissant sa partialité politique et sa participation à une tentative de coup d'État, ce qui affaiblit les accusations portées contre le SEBIN et la DGCIM.

Le rapport fait référence au cas emblématique de Leopoldo Lopez. S'appuyant sur le récit de son avocat (Juan Carlos Gutiérrez) et sur des descriptions peu détaillées ou peu démontrables, la Mission considère que Lopez a été victime de « torture et de traitements ou châtiments cruels », même s'il n'y a pas d'exemples ou de registres qui le confirment. Le rapport fonde cette accusation sur les fouilles nocturnes, la périodisation de la période de visites et d'autres éléments d'anticipation et de sécurité face à d'éventuels projets d'évasion de la prison de Ramo Verde.

Compte tenu du traitement de cette affaire, il est à noter qu'il y a un blanchiment des faits promu par les opérateurs du coup d'État au Venezuela. Il n'y a pas d'explication contextuelle de la raison pour laquelle Lopez a été arrêté (promoteur d'une révolution de couleur/guarimba/coup d'État), de la déclaration de Diosdado Cabello sur l'intention d'assassiner Lopez que sa même famille a dénoncée qui est ignorée et les données qui prouveraient soi-disant sa « détention arbitraire » sont froidement considérées, ce qui n'explique rien. Il est en de même avec le reste des cas de politiciens emprisonnés (certains graciés à la fin du mois d'août dernier), il ne vaut donc pas la peine de s'étendre sur le reste des cas.

Plus loin, le rapport mentionne les cas d'Antonio Ledezma, Gilber Caro et Steyci Escalona. Dans cette section, le rapport cherche à submerger d'une cascade de déclarations qui découlent d'une version biaisée de leurs détentions, incorporant des éléments confus et difficiles à vérifier pour démontrer la thèse des détentions arbitraires et de l'humiliation des droits humains de ces personnes privées de liberté en raison de leur participation à des complots de coup d'État.

Dans le cas de Ledezma, le récit des événements présente l'ancien maire comme un héros de la liberté qui a réussi à « échapper » (et non à fuir) à son assignation à résidence, après avoir été impliqué dans un plan de coup d'État et d'insurrection contre la République (le soi-disant « coup d'État bleu » de 2015).

Au point 470, visant à saper les plans de sécurité du gouvernement, le rapport utilise le témoignage de personnes non identifiées, impliquées dans des mauvais traitements et des violations des droits

de l'homme. Ce récit est l'un des plus retentissants de tout le rapport et fait douter de la méthodologie des déclarations utilisée sous couvert d'anonymat.



**Session de l'Assemblée constituante nationale du Venezuela**

De nombreux témoignages font allusion au fait que les détenus au moment de l'interrogatoire ont été « contraints » de déclarer des liens ou des faits prétendument inexistantes. Le blanchiment des personnes impliquées dans la poursuite du coup d'État au Venezuela est absolu.

Dans le cas de Juan Carlos Requesens, pour ne montrer qu'un exemple, selon des proches et des avocats, le gouvernement a « incité » par la drogue à obtenir son aveu d'avoir été un agent de liaison pour la tentative d'assassinat de 2018.

Il convient de noter que le rapport est trop condescendant pour caractériser la tentative d'assassinat en août 2018 contre le président Nicolas Maduro et des membres du haut commandement militaire. Il ne le qualifie même pas d'« assassinat ».

Il en va de même pour Víctor Navarro, dirigeant de la Fondation Corazon Valiente, soutenu par les États-Unis dans un contexte de violente déstabilisation pour renverser le gouvernement bolivarien. Les témoignages recueillis révèlent que Navarro a été insulté après avoir été arrêté en 2018, menacé d'être violé, entre autres moyens de pression présumés pour générer des aveux, des situations qui, selon le rapport, se sont produites et constituent des actes de torture.

Dans le cas de l'Opération Libération du peuple (OLP) et de l'Opération Libération humanitaire du peuple (OLHP), le rapport déborde de déclarations et de témoignages basés sur des témoins oculaires, des déclarations des familles des victimes et sur des récits qui donnent un profil de conscience claire pour blanchir certaines confrontations.

Le rapport souligne que le président Nicolas Maduro a effectué certaines corrections face à différentes plaintes d'accès des policiers dans le cadre de ces mesures de sécurité. Le bureau du procureur général de la République a également exécuté une série d'accusations et ouvert plusieurs enquêtes pour poursuivre les policiers impliqués dans des crimes.

Cependant, la Mission souligne que ces éléments sont circonstanciels et ne leur donne pas un poids objectif. En ce sens, elle choisit de submerger d'histoires et de témoignages qui projettent l'image d'un gouvernement et d'institutions judiciaires qui ne se sont pas préoccupés des plaintes et qui, soi-disant, auraient collaboré, dirigé et coordonné les violations des droits humains suggérées par le rapport.

Il est à noter l'utilisation de sophismes et d'informations sans contexte lorsqu'il est dit, au point 127,

que « l'Assemblée nationale constituante est illégitime » parce que la population n'a pas été consultée, alors que la Constitution vénézuélienne prévoit que le président de la République bolivarienne peut convoquer une Assemblée nationale constituante (article 348).

Au point 145, il est dit : « L'exécutif utilise prétendument des cartes pour distribuer une aide basée sur la loyauté envers le parti au pouvoir. » Un fait notoirement faux : quiconque vit au Venezuela peut témoigner contre ce canular.

De même, le point 147 dit :

« La 'Zone de développement stratégique de l'arc minier de l'Orénoque' a été créée en 2016 par décret présidentiel. Il a été créé sans mener les études d'impact social et environnemental requises par la Constitution. Il comprend une superficie de près de 112 000 kilomètres carrés autour du fleuve Orénoque qui englobe les États d'Amazonas et de Bolívar, grâce à des concessions expropriées à des entreprises internationales. Le crime organisé et les groupes armés illégaux, engagés dans des activités minières illégales et diverses activités criminelles connexes, y compris la contrebande, se sont infiltrés dans la région. De nombreuses violations correspondant au mandat de la Mission ont été signalées dans la région d'Arco Minero. La mission n'a pas été en mesure d'enquêter sur eux en raison de contraintes de temps et de ressources, comme indiqué ci-dessus. »

C'est aussi une erreur car l'Arco Minero est un projet qui a été planifié sous la présidence d'Hugo Chávez et mis en pratique sous le gouvernement de Nicolas Maduro, précisément pour empêcher les groupes miniers criminels de commettre des actes illicites (économiques, souverain et écologique) dans la zone circonscrite à l'Arc.

Au point 216, les « collectifs » sont désignés pour la première fois, les identifiant comme des « groupes armés » et des « criminels » (en prenant Insight Crime comme source), alors que dans la plupart des cas, ils ne prennent pas ce profil : ce sont des organisations sociales et/ou populaires qui travaillent à la base dans des communautés de différents types (productifs, organisationnels, culturels, sanitaires, etc.). En ce sens, les communautés organisées, qu'il s'agisse de conseils communaux, de communes, de comités locaux d'approvisionnement et de production (CLAP) ou de collectifs/organisations sociales et populaires, sont soumises à une criminalisation par le rapport, identifiées comme complices des « crimes » décrits. Ainsi, le chavisme à la base est soumis à la criminalisation.

Le rapport souligne que le Venezuela a ratifié le Statut de Rome le 7 juin 2000, ce qui laisse entendre d'emblée que les crimes qu'il examine et décrit et dont il tient le gouvernement vénézuélien responsable sont susceptibles d'être jugés devant la Cour pénale internationale.

Mais par la suite, le rapport apporte des éclaircissements au point 1977 :

« Il est important de rappeler à ce stade que les conclusions de la Mission reposent sur un niveau de preuve particulier : la Mission considère que les faits sont établis s'il existe des motifs raisonnables de les affirmer. Ce critère est inférieur à la fois au critère requis pour une condamnation pénale (condamnation hors de tout doute raisonnable) et au test d'équilibre ou de la probabilité en matière civile (c'est-à-dire qu'il est plus probable que quelque chose se soit produit). Les conclusions de la Mission ne constituent pas une condamnation pénale et les informations présentées ici sont, à bien des égards, inférieures à ce qui serait nécessaire pour obtenir une condamnation pénale. La détermination de la responsabilité pénale individuelle des personnes mentionnées dans cette section doit être **effectuée par les autorités judiciaires compétentes** » (notre souligné).

Cette incohérence montre clairement que le rapport tente de biaiser l'opinion publique vénézuélienne et mondiale en faveur des objectifs de la Mission (dans un contexte d'encerclement

et d'étouffement croissants par des facteurs internes et externes, ainsi que par le contexte électoral).

À la fin du rapport, dans les « recommandations à la République bolivarienne du Venezuela », le point 59 souligne :

« Coopérer avec les organes de l'Organisation des États américains (OEA). Respectez les mesures conservatoires émises par la Commission interaméricaine et les mesures conservatoires émises par la Cour interaméricaine. Appliquer les arrêts de la Cour interaméricaine relatifs au Venezuela ».

La phrase résume ce que le Venezuela doit faire pour que les accusations portées contre ses dirigeants cessent d'avoir effet, ou expirent dans une non-prescription qui est la prérogative de ceux qui promeuvent cette Mission : se permettre d'être protégés sous le chantage au nom des droits de l'homme par les institutions qui sont directement contrôlées par les États-Unis ou qui ont une influence directe ou indirecte de manière évidente.

Dans les « recommandations à la communauté internationale », le rapport déclare :

« 63. Les États devraient envisager la possibilité d'engager des poursuites judiciaires contre les personnes responsables des violations et des crimes identifiés dans ce rapport, conformément à leur législation interne pertinente ».

Ce qui précède peut être considéré comme un appel au Groupe de Lima et aux autres pays de l'orbite anglo-impériale d'influence à adhérer à la stratégie d'étranglement de la population et du gouvernement vénézuéliens et même à augmenter la pression déjà exercée par un bon nombre de pays de la région et autres latitudes continentales.

De même, et en guise de conclusion de ces « observations » de la Mission, il est dit : « 65. Que le bureau du procureur de la Cour pénale internationale tienne compte de la nécessité de rendre justice en temps opportun aux victimes des crimes sur lesquels la Mission a enquêté et à ceux dont elle est saisie », ce qui conclut l'objectif ultime à long terme, de ce rapport : faire pression pour que Nicolas Maduro, Diosdado Cabello et d'autres ministres responsables de crimes contre l'humanité présumés soient jugés devant La Haye.

Les incohérences du rapport sont partout, à condition de ne pas se laisser influencer par la rhétorique soutenue par le gouvernement américain autour du conflit vénézuélien.

*(Mision Verdad, 20 septembre 2020. Traduction : Louise de Lannoy. Photos : AVN, Cour internationale de justice, Mision Verdad)*

---

**La revendication se fait de plus en plus entendre aux États-Unis:  
les crimes de la police doivent cesser!**

**Le mouvement de résistance rejette  
le refus d'inculper les responsables de la mort de  
Breonna Taylor**

**- Kathleen Chandler -**

Le 23 septembre le procureur général du Kentucky Daniel Cameron a annoncé que le grand jury n'inculpera pas le policier raciste qui a tué Breonna Taylor à son domicile, le 13 mars à Louisville.

Deux des policiers impliqués dans la mort de Breonna Taylor ont été libérés, un troisième est

accusé d'avoir « intentionnellement mis en danger » la vie en tirant dans l'appartement voisin de celui où Breonna vivait, alors qu'un quatrième qui a menti à propos de l'implication de Taylor dans les drogues afin de se voir garantir un mandat pour le raid des policiers n'était même pas inclus. Le mandat invoquait un maître de poste qui prétendait que Breonna recevait des colis illégaux à son appartement. Le maître de poste a témoigné plus tard qu'il n'avait jamais vérifié ces allégations.



**Manifestation à Louisville, Kentucky, le 23 septembre 2020, à la suite du refus du tribunal d'incriminer les policiers qui ont tué Breonna Taylor**

Exprimant l'opinion de plusieurs, un activiste palestinien-américain à Louisville a dit que l'absence de mises en accusation, « est un message aux gens que les policiers peuvent vous tuer même dans votre domicile qui est supposé être inviolable. »

La réponse des résidents de Louisville a été rapide et sans équivoque. Des manifestations se poursuivent à Louisville depuis plus de 100 jours et ce n'est que grâce à leur résistance déterminée que le nom de Breonna est devenu connu et qu'un grand jury a même été saisi de l'affaire, six mois après son meurtre. Les manifestations n'ont fait que s'amplifier à la nouvelle d'une autre provocation gouvernementale dont l'atrocité et l'inhumanité révèlent l'ampleur du système raciste aux États-Unis.



Outre l'indignation exprimée à Louisville, de nombreuses autres manifestations se sont déroulées par tout le pays, à New York, Chicago, Minneapolis, Los Angeles et ailleurs.

Plus de 11 336 700 personnes ont signé la pétition qui demande que toutes les forces policières soient redevables et que le gouvernement agisse.

Partout les demandes fusent pour le contrôle communautaire, l'arrêt des crimes policiers, le retrait des forces fédérales, et l'abandon des poursuites retenues contre les organisateurs. Plusieurs Afro-Américains, des jeunes travailleurs, des femmes, des immigrants, des travailleurs syndiqués, des organisateurs des droits, des personnes de toutes les nationalités et tendances religieuses et politiques demeurent unis dans leurs demandes pour que justice soit faite et pour la reddition de comptes.

Breonna Taylor était une technicienne d'urgence médicale (TUM) primée. Il s'agit d'une technicienne médicale spécialement formée et certifiée pour fournir des services d'urgence de base. Elle travaillait dans deux hôpitaux pendant la pandémie.



La demeure de Breonna Taylor a été la cible d'une descente à environ 12 h 40 en vertu d'un mandat d'intrusion sans frapper et à la suite d'un mensonge de la part des policiers qui ont prétendu qu'elle était impliquée dans une affaire de drogue. On a tiré sur elle à six reprises dans une rafale de 32 coups de fusil. La ville a réglé la poursuite pour « mort injustifiée » et a accordé 12 millions de dollars à la famille. Malgré tout, le procureur général du Kentucky, Daniel Cameron, a présenté un dossier d'une telle médiocrité que le grand jury n'a pu inculper personne. Il a ensuite à nouveau jeté l'huile sur le feu en disant aux millions de gens partout au pays qui exigent justice et le contrôle des forces policières : « Si nous agissons seulement par colère, il n'y a pas de justice - la justice populaire n'est pas la justice. La justice qu'on cherche à obtenir par la violence n'est pas la justice. Nous avons affaire plutôt à de la vengeance. »

Les procédures du grand jury sont secrètes, ce qui fait que les preuves présentées dans ce procès restent un mystère. La vidéo de la police et l'autopsie de Taylor ne sont pas rendues publiques. Il n'y a aucune imputabilité. Ce qui est su, ce sont les efforts du gouvernement pour donner l'impression que c'est le grand jury qui est fautif parce qu'il n'a incriminé personne. On prétend que « justice » a été rendue parce que l'affaire a été soumise à un grand jury.

Invariablement, les gouvernements des États présentent les dossiers de telle sorte que le recours à la force policière létale est considéré « raisonnable » et, par conséquent, légal. Malgré la pluie de balles, on prétend que les policiers impliqués dans la mort de Breonna n'avaient pas l'« intention » de tuer quelqu'un. Dans un cas similaire à Tampa Bay, en Floride, l'Afro-Américain Jonas Joseph a été tué dans sa voiture lors d'une attaque quasi militaire de 120 balles par des policiers en tenue civile. Aucune accusation n'a été portée. La police a prétendu, comme d'habitude, que Joseph avait tiré des coups de feu, pour ensuite constamment changer son histoire, avouant que Joseph n'avait tiré aucun coup.

Des milliers ont marché à New York le 23 septembre dans deux actions séparées, une à Manhattan et l'autre à Brooklyn. À Chicago, près de 1 000 personnes ont convergé vers le quartier général de la police. À Minneapolis, où des actions continuent d'être organisées pour obtenir justice pour George Floyd, plus de 1 000 personnes se sont rassemblées devant le Capitole de l'État et ont marché pendant quatre heures, pendant lesquelles ils ont aussi fermé l'autoroute I-94 pour un certain temps.

Des milliers de personnes ont aussi souligné les 23 et 24 septembre, journées d'action nationale contre le racisme et la répression du gouvernement.

À Tallahassee, Tampa Bay et Jacksonville, en Floride, ont eu lieu des manifestations contre les morts aux mains de la police, contre le profilage racial et pour le contrôle par la communauté de la police. La revendication est pour un contrôle, y compris comment la sûreté et la sécurité communautaires doivent être organisées, et le pouvoir d'embaucher, de congédier et d'assigner à comparaître et accuser – et non d'être obligés de se fier à un conseil « consultatif » sans pouvoir, comme on le voit trop souvent.

Les manifestants à Tallahassee ont aussi exigé la libération sans accusations des 19 de Tallahassee (#Tally19) arrêtés lors d'une action le 9 septembre. Ils ont condamné le gouvernement pour les décisions de grand jury où la police n'a jamais été accusée des trois morts récentes de civils aux mains de la police. On pouvait lire sur les bannières : « La vie des Noirs compte », « Pour le

contrôle communautaire de la police » et « « Abandonnez les poursuites » ».

À Jacksonville, des actions ont eu lieu pour exiger un contrôle sur le budget municipal et sur les forces policières. Près de 40 % du budget est réservé à la police. Les manifestants ont aussi exigé que les lois qui protègent la police de toute reddition de compte pour les morts aux mains de policiers commis au nom d'un recours « raisonnable » à la force et/ou parce qu'ils « craignaient pour leur vie », sans aucune preuve à l'appui, soient proscrites. Ils ont aussi dit qu'ils voulaient que les accusations contre les membres des 19 de Tallahassee (#Tally19) soient abandonnées. À Tampa Bay, un orateur a résumé la situation : « Assez, c'est assez. Nous nous battons pour les vies des noirs et des bruns, pour que justice soit faite, et nous continuerons de le faire jusqu'à ce qu'il y ait des changements. »

Également, le 19 septembre la manifestation de centaines de personnes à Chicago, y compris une caravane de 80 voitures, avait pour revendication le contrôle et le retrait des forces fédérales et « l'abandon des poursuites contre les 19 de Tallahassee ! »

À Dallas, au Texas, il y a aussi eu des actions le 19 septembre, pour demander le contrôle du budget municipal et des forces policières. Les organisateurs ont fait valoir qu'Erin Nealy Cox, la procureure générale américaine du district Nord du Texas, qui comprend Dallas, avait été nommée par le président Trump en tant qu'une des dirigeantes du soi-disant « Groupe de travail antifa » du département de la Justice. Ce Groupe de travail est accusé d'avoir attaqué et tenté de réduire au silence la résistance alors que des milliers de manifestants ont été arrêtés et accusés, dont certains de crimes. Parmi les récentes arrestations ciblées, il y a celle des six principaux organisateurs à Denver, au Colorado, le 17 septembre, dans le but de compromettre les actions du 19 septembre. Les six organisateurs ont été arrêtés chez eux, dans des stationnements, et en voiture. Ils font face à de fausses accusations, y compris « incitation à l'émeute », « enlèvement » et « vol ».



La poursuite des actions à Louisville, Portland, Denver, Detroit, Tallahassee et partout au pays où il y a eu la répression policière brutale et des arrestations de masse illustre bien comment tous les efforts qui visent à intimider et réduire les gens au silence ne fonctionnent pas. La démocratie américaine se révèle au monde entier dans toute sa tyrannie, la chose même que la fameuse constitution américaine est censée interdire. En effet, plus les actes gouvernementaux continuent officiellement d'autoriser et d'approuver l'impunité pour les policiers et leurs meurtres racistes, plus il devient évident que c'est le peuple par ses propres efforts et sa propre lutte pour s'investir du pouvoir et pour l'égalité qui est au cœur des solutions. Partout, on affirme que la résistance va se poursuivre jusqu'à ce qu'il ait un changement favorable au peuple.

---

## **Des millions de personnes envoient une pétition au gouverneur du Kentucky réclamant justice pour Breonna Taylor**

### **Pétition à Andy Beshear, gouverneur du Kentucky**

Breonna Taylor était une ambulancière paramédicale primée et une citoyenne modèle. Elle aimait sa famille et sa communauté, travaillait dans deux hôpitaux comme travailleuse essentielle pendant la

pandémie.

Il y a plus de six mois de cela, une division du service de police de Louisville a effectué un raid illégal pour cause de drogue non annoncé chez elle, exécutant un mandat sans notification. Pas un seul des officiers de police ne s'est annoncé avant d'enfoncer sa porte et tirer 22 coups de feu, dont six ont atteint Breonna mortellement selon son avocat, son compagnon, ses voisins et les membres de sa famille.



Le nom sur le mandat était celui de Jamarcus Glover, qui avait déjà été arrêté ce jour-là. L'officier Joshua Jaynes a menti afin d'obtenir un mandat sans notification sur la résidence de Breonna, invoquant que le maître de poste avait affirmé que Breonna recevait des paquets illégaux chez elle. Le maître de poste a témoigné plus tard qu'il n'avait jamais vérifié ces allégations.

Les officiers de police étaient habillés en civil lorsqu'ils ont défoncé la porte de Breonna au milieu de la nuit ; Kenneth Walker, son compagnon, a tiré un seul coup de feu, croyant à une entrée par effraction. Les officiers de police ont répliqué en tirant plusieurs coups de feu et abattu Breonna.

Personne n'a été tenu responsable de l'échec systémique qui a causé la mort de Breonna.

1. Des accusations doivent être portées immédiatement. Les officiers impliqués, John Mattingly, Brett Hankison, Myles Cosgrove, Joshua Jaynes et tout autre agent de police impliqué dans la mort et le camouflage de la mort de Breonna Taylor doivent être immédiatement congédiés, accusés et arrêtés. Aucune accusation n'a été portée jusqu'à maintenant (après plus de six mois). Leurs pensions doivent être annulées.

2. Sa famille doit recevoir des dédommagements pour mort injustifiée et négligence de la part du LMPD [service de police métropolitain de Louisville].

3. Le gouverneur du Kentucky Andy Beshear doit parler au nom de Breonna, et le gouverneur Beshear ou l'avocat général Daniel Cameron doivent nommer un procureur spécial pour faire enquête immédiatement sur le service de police de Louisville. Une enquête maison est inacceptable.

4. Le mandat d'intrusion sans frapper que les policiers ont utilisé dans le meurtre de Breonna représente une violation complète des droits constitutionnels à une fouille et une saisie raisonnable. Selon la loi, la police doit être obligée légalement de s'annoncer avant de pénétrer par effraction dans un logis qui est la propriété privée d'un civil américain. Une loi fédérale qui bannit les mandats d'intrusion sans frapper doit être adoptée par le Congrès et signée par le président. Ce qui est arrivé à Breonna est une violation complète de ses droits constitutionnels et une menace aux droits de tous les citoyens américains. Le sénateur Rand Paul du Kentucky a exprimé des

préoccupations semblables. Le Congrès doit tenir une session spéciale immédiatement pour discuter de la constitutionnalité des mandats d'intrusion sans frapper.

Cette affaire traîne depuis plus de 4 mois. Pendant des semaines, la ville a traité Breonna comme si elle était une criminelle, la qualifiant de « suspecte » avant d'admettre finalement qu'elle était innocente, une victime n'ayant commis aucun crime. Elle ne possédait pas de drogues. Elle n'a commis aucun crime.

Et pourtant elle est morte, et les coupables n'ont été accusés de rien.

Elle était non seulement une citoyenne exemplaire, mais une citoyenne essentielle. Elle était une fille, une amie, une héroïne américaine et, chose plus importante, une personne. Elle méritait d'être traitée comme une personne.

Rendons justice à Breonna. Prononçons son nom.

*Plus de 11 335 700 personnes ont signé la pétition que l'on trouve [ici](#).*

### Note

La ville de Louisville a récemment versé à la famille un montant de 12 millions de dollars dans une poursuite pour mort injustifiée. La famille dit qu'un montant d'argent ne suffit pas et elle réclame des accusations criminelles. Un total de 32 coups de feu a été tiré, 22 à l'intérieur de la maison et 10 autres de l'extérieur, par une vitre aux rideaux tirés.

---

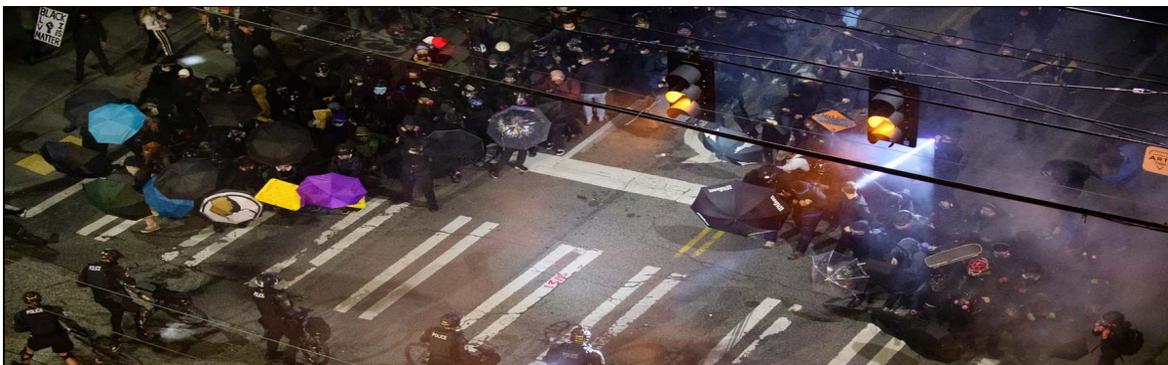
## Des actions partout au pays

### Louisville, Kentucky





Seattle, Washington



**Portland, Oregon**



**Santa Rosa, California**



Oakland, Californie



## Los Angeles, Californie



## San Diego, Californie



## Phoenix, Arizona



## Denver, Colorado



## Tulsa, Oklahoma



Dallas, Texas



Saint-Paul, Minnesota



© Image Theory Photography



Mankato, Minnesota



Cedar Falls, Iowa



Kansas City, Missouri



**Arkansas**



**Chicago, Illinois**



**Columbus, Ohio**



**Nashville, Tennessee**



**Richmond, Virginia**



**Charleston, Caroline du Sud**



**Atlanta, Georgie**





**New Haven, Connecticut**



**Providence, Rhode Island**



**Baltimore, Maryland**



**Albany, New York**



**New York, New York**



**Washington, DC**





*(Photos : ajplus, Tayvan\_mpowered, Unicorn Riot, Troubadors Divine B, B. Holton, monsieree, number stn 1312, mmitgang, gravemorgan, Eli\_green1, K. Porter, R. Morrison, J. Aponte, Anti-Police Terror, Burns Alive, S. Devo, C. Sprague, E. Herrera, K. Manson, Anti-Ascist Tulsa, T. Hodges, Feature Dallas, C. Juhn Photo, K. Ericson, Triple Falls, University of Iowa, KCURU, M. Hayes, Vashon Photo, Columbus Socialist Alternative, C. Taylor, Marshian, A. Kellerman, W.C., M. Quay, Whats Going on in RI, B. Young Savage, R. Eaton, K. Manush, J. Loving, A. Tevelow.)*



---

**(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)**

**[PDF](#)**

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**